Public Disclosure Authorized

Public Disclosure Authorized

ALGÉRIE

RAPPORT DE SUIVI DE LA SITUATION ÉCONOMIQUE

Un cadre holistique de soutien aux exportations

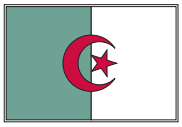
Automne 2024

LA BANQUE MONDIALE
BIRD • IDA | GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE
Moyen-Orient et Afrique du Nord

Algérie rapport de suivi de la situation économique

Un cadre holistique de soutien aux exportations

Automne 2024



Région Moyen-Orient et Afrique du Nord

2024 Banque internationale pour la reconstruction et le développement / Banque mondiale
1818 H Street NW
Washington DC 20433
Téléphone : 202-473-1000
Internet : www.worldbank.org

Cet ouvrage a été établi par les services de la Banque mondiale avec la contribution de collaborateurs extérieurs. Les observations, interprétations et opinions qui y sont exprimées ne reflètent pas nécessairement les vues de la Banque mondiale, de son Conseil des Administrateurs ou des pays que ceux-ci représentent.
La Banque mondiale ne garantit pas l'exactitude des données citées dans cet ouvrage. Les frontières, les couleurs, les dénominations et toute autre information figurant sur les cartes du présent ouvrage n'impliquent de la part de la Banque mondiale aucun jugement quant au statut juridique d'un territoire quelconque et ne signifient nullement que l'institution reconnaît ou accepte ces frontières.
Rien de ce qui figure dans le présent ouvrage ne constitue ni ne peut être considéré comme une limitation des privilèges et immunités de la Banque mondiale, ni comme une renonciation à ces privilèges et immunités, qui sont expressément réservés.

Droits et autorisations

Le contenu du présent rapport fait l'objet de droits d'auteur. La Banque mondiale encourageant la diffusion de ses connaissances, ce rapport peut être reproduit, intégralement ou en partie, à des fins non commerciales, à condition que l'attribution de ce travail à la Banque mondiale soit pleinement respectée.

Pour tous renseignements sur les droits et licences, s'adresser au Service des publications de la Banque mondiale : World Bank Publications, The World Bank Group, 1818 H Street NW, Washington, DC 20433, USA ; courriel : pubrights@ worldbank.org.

Photos de couverture utilisées avec la permission de pixinoo/ShutterStock.com (haut), ambient_pix/ShutterStock.com (centre gauche), Lee Yiu Tung/ShutterStock.com (centre droite), et Eviart/ShutterStock.com (bas).

Conception de la mise en page : The Word Express, Inc

TABLE DES MATIÈRES

Liste des acronymes v
Remerciements vii
Résumé analytique ix
Executive Summary xiii
ملخص تنفيذي xv

Chapitre 1 : Développements économiques récents 1
La croissance des secteurs non extractifs est restée soutenue au cours du premier semestre 2024 1
La production de pétrole et de gaz s'est contractée au premier semestre 2024, et les recettes d'exportations des hydrocarbures ont chuté 4
Le compte courant s'est établi proche de l'équilibre au s1-2024 5
La baisse des revenus des hydrocarbures et l'augmentation des dépenses pèsent sur les équilibres budgétaires 7
Sous l'effet de la stabilisation des prix des denrées alimentaires fraîches, l'inflation a considérablement ralenti 8

Chapitre 2 : Perspectives et risques 11
La croissance devrait ralentir en 2024 avant de reprendre en 2025 et 2026 11
Les déficits budgétaires et extérieurs demeureraient élevés 12
Les prix mondiaux de l'énergie et les aléas climatiques constituent des risques pour les perspectives macroéconomiques 12

Chapitre 3 : Vers un cadre holistique en soutien aux exportations 15
L'Algérie dispose d'un important potentiel d'exportation de produits hors hydrocarbures 15
Les gains de productivité sont essentiels pour la croissance des exportations 16
Un ensemble de politiques macroéconomiques et microéconomiques calibrées sont nécessaires 18
L'adaptation aux efforts mondiaux de décarbonisation est également nécessaire 18

Annexe 1 : Dernières sections spéciales des notes de suivi de l'économie algérienne. 23

Bibliographie 27

Liste des figures

Figure 1 La demande émanant de l'investissement a été principalement satisfaite par les importations... 2
Figure 2 ...et le secteur des services a été le moteur de la croissance 2
Figure 3 Les données d'éclairage nocturne suggèrent des dynamiques de croissance hétérogènes au S1-2024... 2
Figure 4 ...la région du Centre-Nord contribuant le plus à la croissance hors-hydrocarbures. 2
Figure 5 Au cours de la campagne agricole 2023-2024, les précipitations se sont améliorées dans l'Est, mais détériorées dans l'Ouest... 3
Figure 6 ...et les mesures de croissance des cultures ont suivi les précipitations. 3
Figure 7 La production de pétrole brut et de gaz naturel a diminué au S1-2024... 4
Figure 8 ...alors que les prix à l'exportation sont restés élevés malgré la baisse des prix du gaz 4
Figure 9 Le surplus du compte courant s'est contracté avec la baisse des prix à l'exportation et l'augmentation des importations... 5
Figure 10 ...même si les prix à l'importation ont baissé pour plusieurs catégories de produits 5
Figure 11 Les données de suivi des navires suggèrent une diminution transversale des volumes d'exportation en 2024... 6
Figure 12 ...tandis que la baisse des importations conteneurs et cargo ont été compensées par la hausse des importations en vrac 6
Figure 13 L'augmentation des dépenses courantes et la baisse des recettes devrait creuser le déficit budgétaire 7
Figure 14 ...qui devrait être en partie financé par l'épargne pétrolière 7
Figure 15 L'inflation s'est atténuée, les prix des produits alimentaires frais s'étant stabilisés pendant la plus grande partie de l'année 2024... 8
Figure 16 ...grâce à une stabilisation des prix de la viande et du poisson et à une baisse des prix des fruits et légumes 8
Figure 17 Le taux de change est resté stable au S1-2024... 9
Figure 18 ...tandis que la croissance de la masse monétaire et du crédit au secteur privé s'est accélérée. 9
Figure 19 Les volumes d'exportation ont augmenté depuis 2017, tirés par les produits chimiques et manufacturés... 16
Figure 20 ...mais restent concentrés sur quelques produits, notamment les engrais 16
Figure 21 Les exportations de l'Algérie sont moins complexes que celles de ses pairs, malgré une amélioration récente... 16
Figure 22 ...et sont concentrées dans un nombre restreint de pays 16
Figure 23 La productivité totale des facteurs de l'Algérie est inférieure à celle de la région... 17
Figure 24 ...et la productivité du travail est plus faible dans les entreprises publiques que dans le privée 17
Figure 25 Les produits visés par le CBAM représentent une part croissante des exportations algériennes... 19
Figure 26 ...et les engrais algériens ont une teneur en carbone plus élevée que ceux de l'UE. 19

Liste des figures

Encadré 1 Les mesures prises par l'Algérie en soutien à l'investissement 12
Encadré 2 Une gestion durable des forêts pour lutter contre les incendies de forêt en Algérie 13
Encadré 3 Implications du CBAM pour l'Algérie 19

LISTE DES ACRONYMES

AIE	Agence d'information sur l'énergie
AIS	Système d'identification automatique
	Comtrade des Nations Unies
ASAP	Base de données d'anomalie de la production agricole
BdA	Banque d'Algérie
BM	Banque mondiale
BTU	Unité thermique britannique
CITI	Classification internationale type, par industrie
DZD	Dinar algérien
EPE	Entreprises publiques économiques
EPT	Espaces de programmation territoriale
EUR	Euro
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FMI	Fonds monétaire international
FRR	Fonds de régulation des recettes
GNL	Gaz naturel liquéfié
GPL	Gaz de pétrole liquéfié
IDE	Investissements directs étrangers
IPC	Indice des prix à la consommation
ISMMEE	Industries sidérurgiques, métallurgiques, mécaniques, électriques et électroniques
JODI	Initiative conjointe sur les données des organisations
MARS	Surveillance des ressources agricoles
Mb/j	Milliers de barils par jour
MENA	Moyen-Orient et Afrique du Nord
MTEP	Million de tonnes équivalent pétrole
NASA	Administration nationale de l'aéronautique et de l'espace
OAIC	Office Interprofessionnel Algérien des Céréales
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
ONS	Office national des statistiques
OPEP	Organisation des pays exportateurs de pétrole
PIB	Produit intérieur brut
Pp	Points de pourcentage
PSR	Programme spécial de refinancement
TCEN	Taux de change effectif nominal
TCER	Taux de change effectif réel
USD	Dollar des États-Unis

REMERCIEMENTS

Ce rapport de suivi de la situation économique de l'Algérie rend compte des principaux développements et politiques économiques récents. Il les replace dans un contexte global et à plus long terme et évalue les implications de ces évolutions pour les perspectives économiques de l'Algérie. Le rapport s'adresse à un large public, notamment les décideurs politiques, les chefs d'entreprise, les acteurs économiques et la communauté des analystes et des professionnels travaillant en et sur l'Algérie. Le rapport est divisé en trois chapitres. Le chapitre 1 présente les développements macroéconomiques récents de l'Algérie au cours de l'année 2023 et du premier semestre 2024, le chapitre 2 décrit les perspectives à court et moyen terme de l'économie algérienne, et le chapitre 3 présente les considérations macroéconomiques en appui au développement des exportations hors-hydrocarbures. **Ce rapport se base sur les données disponibles au 30 octobre 2024.**

Le rapport de suivi de la situation économique de l'Algérie est un produit de la section Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA) du pôle d'expertise global Macroéconomie, commerce et investissement (MTI) du Groupe de la Banque mondiale. Il a été préparé par Cyril Desponts, Amel Henider et Daniel Prinz sous la direction d'Éric Le Borgne et d'Abdoulaye Sy. L'encadré sur la gestion durable des feux de forêts a été préparé par Sandrine Jauffret, et l'analyse sur les effets du mécanisme d'ajustement carbone aux frontières a été préparée par Susanne Aakerfeldt, Alexandra Campmas et Sahil Gill, avec des contributions de Weronika Celniak et Paulina Schulz Antipa. Les auteurs tiennent à remercier Ahmadou Moustapha Ndiaye (Directeur pays pour le Maghreb et Malte) et Kamel Braham (Représentant résident pour l'Algérie) pour leurs précieux commentaires lors de l'examen de ce rapport. Les auteurs tiennent à remercier l'Agence algérienne de promotion des investissements (AAPI) pour avoir fourni les données utilisées dans l'encadré sur les mesures de soutien à l'investissement. L'équipe de la Banque mondiale remercie tout particulièrement le ministère des Finances de l'Algérie pour ses observations sur le contenu du rapport avant sa publication.

Les constatations, interprétations et conclusions exprimées dans le présent rapport sont celles du personnel de la Banque mondiale et ne reflètent pas nécessairement les vues du Conseil d'administration de la Banque mondiale ou des pays qu'il représente. Pour plus d'informations sur la Banque mondiale et ses activités en Algérie, y compris des copies électroniques de cette publication, veuillez consulter le site https://www.banquemondiale.org/fr/country/algeria. Pour toute question ou commentaire sur le contenu de cette publication, veuillez contacter Cyril Desponts (cdesponts@worldbank.org) et Eric Le Borgne (eleborgne@worldbank.org).

RÉSUMÉ ANALYTIQUE

La croissance économique est restée robuste et l'inflation a progressivement ralenti au premier semestre 2024, mais les pressions sur les équilibres extérieurs et budgétaires se sont accrues

Au cours du premier semestre 2024, la croissance économique est demeurée robuste, soutenue par les secteurs non extractifs et l'investissement. Après une accélération à 4,1% en 2023, la croissance du PIB a légèrement ralenti au premier semestre 2024 (+3,9% en glissement annuel), soutenue par une croissance non extractive dynamique. La croissance de l'investissement s'est accélérée, stimulant les importations, tandis que la consommation privée et publique est restée robuste. Les données satellitaires d'éclairage nocturne suggèrent que la croissance non-extractive a été principalement tirée par la région du centre-nord. La croissance multisectorielle du PIB non extractif a notamment été soutenue par une production agricole résiliente, mais le PIB extractif est resté stable au cours du premier semestre 2024 (+1.0%) après une nouvelle réduction du quota de production de pétrole brut de l'Algérie en janvier et une baisse de la demande européenne de gaz.

L'inflation a nettement ralenti en 2024 grâce à la stabilisation des prix des aliments frais, la modération des prix à l'importation et la stabilité du taux de change. Après avoir atteint 9,3% en 2022 et 2023, l'inflation est tombée à 4,3% en glissement annuel sur les neuf premiers mois de 2024, à la suite de la stabilisation des prix agricoles frais à partir du S2-2023, après une forte hausse. La baisse de l'inflation a également été soutenue par la production agricole résiliente, la levée des restrictions à l'importation de viande, ainsi qu'un taux de change stable après que la Banque d'Algérie a interrompu quatorze années de dépréciation à la mi-2022. La politique monétaire est restée accommodante, le taux d'intérêt directeur demeurant inchangé depuis mai 2020, et la croissance de la masse monétaire et du crédit au secteur privé s'est accélérée durant les 9m-2024.

La baisse des exportations d'hydrocarbures, combinée à l'augmentation des importations et des dépenses publiques, a ramené la balance courante à l'équilibre et a augmenté le déficit budgétaire. Après que l'excédent du compte courant se soit nettement réduit, pour atteindre 2,3% du PIB en 2023, il s'est établi à l'équilibre au premier semestre 2024, les prix et les volumes des exportations ayant baissé, tandis que les volumes des importations restaient élevés, stimulés par l'investissement. Les réserves de change ont légèrement augmenté, atteignant environ 16,2 mois d'importations de biens et de services à la fin septembre 2024. Outre la baisse des recettes d'hydrocarbures, l'augmentation des dépenses courantes et d'investissement, y compris la dernière des trois vagues d'augmentation des salaires dans le secteur public, a contribué à une expansion du déficit budgétaire, après que celui-ci ait atteint

5,2% du PIB en 2023. Ce déficit a été principalement financé par l'épargne pétrolière, la dette publique n'augmentant que modérément.

La croissance devrait ralentir modérément avant de rebondir, tandis que les déficits extérieurs et budgétaires se creuseraient

La croissance devrait ralentir modérément en 2024, en raison de la stabilité de la production d'hydrocarbures, tandis que les besoins de financement budgétaire et extérieur augmenteraient. Dans le scénario de base, la croissance du PIB ralentirait à 3,1% en 2024, la croissance non extractive restant robuste mais la production d'hydrocarbures se stabilisant. En conséquence, les exportations diminueraient et, combinées à des importations soutenues d'équipements, la balance courante afficherait un déficit modéré. La baisse des recettes d'hydrocarbures et l'augmentation des dépenses entraîneraient une hausse du déficit budgétaire, et la dette publique atteindrait 49,5 % du PIB à la fin-2024.

La reprise de la production d'hydrocarbures soutiendrait un rebond de la croissance en 2025, et les recettes d'exportations d'hydrocarbures augmenteraient. Une croissance plus rapide des importations entraînerait cependant une augmentation du déficit de la balance courante et une diminution des réserves de change, qui resteraient toutefois à un niveau confortable. Les hausses modérées des dépenses prévues dans le cadre budgétaire à moyen terme de la Loi de Finances pour 2024 permettraient de stabiliser le déficit budgétaire, qui demeurerait élevé et ferait augmenter la dette publique, qui reste détenue au niveau national, à des taux faibles et à des échéances à long terme. Compte tenu de la part élevée des dépenses publiques rigides et du poids des importations, les fluctuations imprévisibles des prix mondiaux des hydrocarbures, dans un contexte de forte incertitude géopolitique et économique mondiale, demeurent un risque important pour les perspectives macroéconomiques de l'Algérie.

Une approche holistique est essentielle à une croissance soutenue et à la diversification des exportations hors hydrocarbures de l'Algérie

Le potentiel de croissance des exportations hors hydrocarbures de l'Algérie est important. Les hydrocarbures représentaient encore plus de 90% des exportations de produits de l'Algérie en 2023, même si les exportations de produits hors hydrocarbures avaient triplé depuis 2017, pour atteindre 2,0% du PIB ou 5,1 milliards de dollars en 2023. Les engrais, les produits sidérurgiques et le ciment représentent néanmoins plus de 80 % des exportations hors hydrocarbures et la complexité des exportations est limitée, tandis que les exportateurs bénéficient d'intrants subventionnés et qu'un petit nombre de pays représente la majorité des exportations. Cependant, l'Algérie dispose d'un important potentiel de diversification et de croissance, notamment en raison de sa proximité avec l'Europe, en soutien à l'objectif d'exporter 29 milliards de dollars de produits hors hydrocarbures d'ici 2030.

L'amélioration de la productivité et un ensemble de politiques macroéconomiques et microéconomiques favorable sont essentiels pour stimuler les exportations. Au cours des vingt dernières années, l'investissement, la productivité globale et la part de l'industrie manufacturière dans le PIB ont montré des signes de ralentissement, affectant la compétitivité dans les secteurs à fort potentiel d'exportation. Le renforcement de l'environnement des affaires et l'amélioration de la productivité des entreprises sont essentiels à la compétitivité des exportations, notamment au niveau de la productivité des entreprises publiques, qui représentent un cinquième de la valeur ajoutée hors hydrocarbures. Des politiques calibrées de change et de commerce extérieur soutiendraient la diversification des exportations, tandis que l'attraction des investissements directs étrangers favoriserait l'insertion dans les chaînes de valeur mondiales, générant des gains de productivité et stimulant les exportations. Des politiques de développement de chaines de valeur ayant

un potentiel à l'export, et de facilitation transversale, soutiendrait également la croissance et la diversification des exportations hors-hydrocarbures.

L'adaptation aux efforts mondiaux de décarbonation est également essentielle à une stratégie de croissance durable des exportations. La transition verte au niveau mondial affectera la demande de produits à forte empreinte carbone, plus immédiatement dans le cadre du mécanisme européen d'ajustement carbone aux frontières (CBAM), ce qui pourrait générer des coûts importants pour les exportateurs algériens. Plus de 80% des exportations algériennes hors hydrocarbures vers l'Europe sont en effet concentrées dans des produits à forte intensité de carbone (engrais, ciment, fer et acier). Verdir la production de ces produits, diversifier les exportations vers des industries moins polluantes, et adopter une tarification explicite du carbone seront déterminants pour la performance à long terme des exportations hors hydrocarbures de l'Algérie.

EXECUTIVE SUMMARY

Economic Growth Remained Robust and Inflation Was Gradually Contained in H1-2024, but External and Fiscal Pressures Increased

During the first half of 2024, robust economic growth continued, supported by non-extractive sectors and dynamic investment. After an acceleration to 4.1 percent in 2023, GDP growth slowed slightly in the first half of 2024 (+3.9 percent y-o-y), supported by dynamic non-extractive growth. Investment growth accelerated, stimulating imports, while private and government consumption remained robust. Nightlights suggest that non-extractive growth was driven by the North-Center region. Non-extractive GDP growth was broad-based and supported by resilient agricultural output, but extractive GDP remained stable during H1-2024 (+1.0 percent y-o-y) after another reduction in Algeria's crude oil production quota in January and lower European gas demand.

Inflation decelerated markedly in H1-2024 as fresh food prices stabilized, import prices moderated, and the exchange rate remained stable. After reaching 9.3 percent in 2022 and 2023, inflation fell to 4.3 percent during the first nine months of 2024 following the stabilization of fresh food prices starting in H2-2023 after increasing rapidly. Lower inflation was also supported by resilient agricultural output, the lifting of meat import restrictions, as well as a stable exchange rate after the Bank of Algeria interrupted fourteen years of depreciation in mid-2022. Monetary policy remains accommodative, with the policy interest rate remaining unchanged since May 2020, and money supply growth and credit to the private sector accelerated during 9m-2024.

Lower hydrocarbon exports, combined with higher imports and rising public spending, brought the current account back to balance and increased the fiscal deficit. After the current account surplus narrowed markedly to 2.3 percent of GDP in 2023, it reached balance in H1-2024 as export prices and volumes declined, while import volumes remained elevated, stimulated by investment. Foreign exchange reserves increased slightly, reaching about 16.2 months of imports of goods and services at end-September 2024. In addition to lower hydrocarbon revenues, increasing current and capital expenditures, including the last of three waves of public sector wage increases, are contributing to an expansion in the fiscal deficit, after it reached 5.2 percent of GDP in 2023. The deficit was mainly financed through oil savings, and therefore public debt increased moderately.

Growth Is Expected to Slow Moderately before Rebounding, while External and Fiscal Deficits Would Widen

Growth is expected to slow moderately in 2024, due to stable hydrocarbon output, while fiscal and external financing needs would expand. In the baseline scenario, GDP growth would slow to 3.1 percent in 2024 as non-extractive growth remains robust and broad-based, amidst dynamic investment and private consumption, but hydrocarbon output stabilizes.

As a result of the latter, exports would decline and, combined with sustained equipment-led imports, the current account would post a moderate deficit. Declining hydrocarbon revenues and rising expenditures would cause an expansion in the fiscal deficit, and public debt would reach 49.5 percent of GDP at end-2024.

A recovery in hydrocarbon output would support a rebound in growth in 2025, and hydrocarbon export revenues would rise. Nonetheless, faster import growth would cause the current account deficit to expand and foreign exchange reserves to decline, although they would remain at a comfortable level. The moderate increases in spending suggested by the medium-term budget framework of the 2024 Budget Law would stabilize the fiscal deficit at a high level, and public debt would rise, although it remains domestically held, at low rates and long-term maturities. Given the high share of rigid public spending and the economy's reliance on imports, unpredictable fluctuations in global hydrocarbon prices, amidst significant global uncertainty, remain the key risk to Algeria's macroeconomic outlook.

A Holistic Approach Is Essential for Sustained Growth and Diversification of Algeria's Non-Hydrocarbon Exports

Algeria's non-hydrocarbon export growth potential is significant. Hydrocarbon products still represented over 90 percent of Algeria's product exports in 2023, although nonhydrocarbon exports have tripled since 2017, to reach 2.0 percent of GDP or US$ 5.1 billion in 2023. Fertilizers, iron and steel products and cement account for over 80 percent of nonhydrocarbon exports. Exports complexity is therefore limited, while exporters benefit from subsidized inputs, and a few countries account for most exports. Yet, Algeria has a large potential for diversification and growth, including due to proximity with Europe, in support of its objective to export US$ 30 billion in non-hydrocarbon products by 2030.

Productivity growth and a framework of conducive macroeconomic and microeconomic policies are key to boosting exports. Over the past twenty years, investment, aggregate productivity, and the share of manufacturing in GDP moderated, limiting competitiveness in sectors with higher export potential. Strengthening the business environment and firm productivity—including that of SOEs, which account for a fifth of nonhydrocarbon value-added—will be key to enhancing export competitiveness. Balanced and supportive exchange rate and trade policies would support export diversification, while attracting foreign direct investments would support integration into global value chains, generating productivity gains and export growth. Policies to develop value chains with export potential and comprehensively improve export facilitation would also support the growth and diversification of non-hydrocarbon exports.

Adapting to global decarbonization efforts is also essential to a sustainable export growth strategy. The global green transition will affect demand for products with a high carbon footprint, most immediately in the framework of Europe's carbon border-adjustment mechanisms (CBAM), which could generate significant costs for Algerian exporters. Over 80% of Algeria's non-hydrocarbon exports to Europe are in fact concentrated in carbon-intensive products (fertilizers, cement, iron and steel). Greening the production of these products, diversifying exports towards less polluting industries, and adopting explicit carbon pricing will be decisive for the long-term performance of Algeria's non-hydrocarbon exports.

ملخص تنفيذي

ظلّ النمو الاقتصادي قوياً وتم احتواء التضخم تدريجيًا في النصف الأول من عام 2024، غير أن الضغوط على الميزانية العامة والميزان الخارجي تزايدت.

بقي النمو الاقتصادي قويًا، في النصف الأول من عام 2024، مدعومًا بنمو القطاعات الغير الاستخراجية والاستثمار. بعد أن ارتفع نمو الناتج المحلي الإجمالي إلى 4.1٪ في عام 2023، تباطأ بشكل طفيف في النصف الأول من العام 2024 (3.9٪+ سنوياً)، مدعومًا بنمو قوي في القطاعات الغير الاستخراجية. تسارعت وتيرة نمو الاستثمار، مما حفّز الواردات، بينما بقي كل من الاستهلاك الخاص والعمومي قويّين . تشير بيانات الإضاءة الليلية إلى أن نمو القطاع الغير الاستخراجي كان مدفوعًا بشكل رئيسي بالمنطقة الشمالية الوسطى . كان النمو متعدد القطاعات في الناتج المحلي الإجمالي الغير الاستخراجي مدعومًا بشكل خاص بالإنتاج الزراعي القوي، لكن الناتج المحلي الإجمالي الاستخراجي ظل مستقرًا في النصف الأول من عام 2024 (1.0٪+ سنوياً) بعد تخفيضات في حصص إنتاج النفط الخام الجزائري في جانفي وانخفاض الطلب الأوروبي على الغاز.

تباطأ التضخم بشكل ملحوظ في 2024 بفضل استقرار أسعار الأغذية الطازجة، وتراجع أسعار الواردات، واستقرار سعر الصرف. بعد أن بلغ 9.3٪ في عامي 2022 و2023، انخفض التضخم إلى4.3٪ سنوياً خلال الأشهر التسعة الأولى من عام 2024، نتيجة استقرار أسعار المنتجات الزراعية الطازجة منذ النصف الثاني من 2023 بعد ارتفاعها الكبير. كذلك كان انخفاض التضخم مدعومًا بالإنتاج الزراعي القوي، ورفع القيود المفروضة على استيراد اللحوم، واستقرار سعر الصرف بعد أن أوقف بنك الجزائر أربعة عشر عامًا من انخفاض قيمة العملة في منتصف عام 2022. ظلت السياسة النقدية تيسيرية، حيث ظل سعر الفائدة الرئيسي دون تغيير منذ ماي 2020، وتسارع نمو الكتلة النقدية والائتمان للقطاع الخاص خلال الأشهر التسعة الأولى من عام 2024.

أدى انخفاض صادرات المحروقات وإرتفاع الواردات والإنفاق العمومي إلى إعادة ميزان الحساب الجاري إلى التوازن وزيادة عجز الميزانية. بعد أن تقلص الفائض في الحساب الجاري بشكل ملحوظ إلى 2.3٪ من الناتج المحلي الإجمالي في عام 2023، وصل إلى التوازن في النصف الأول من عام 2024 مع إنخفاض أسعار الصادرات وحجمها، بينما ظل حجم الواردات مرتفعاً، مدعوماً بالاستثمار. وارتفعت احتياطي الصرف بشكل طفيف، لتصل إلى حوالي 16.2 شهرًا من واردات السلع والخدمات في نهاية سبتمبر 2024. وبالإضافة إلى انخفاض إيرادات المحروقات، ساهمت الزيادة في النفقات الجارية والاستثمارالعمومي، بما في ذلك الموجة الأخيرة التي شملت ثلاث زيادات في أجور القطاع العمومي، في زيادة عجز الميزانية، بعد أن بلغ 5.2٪ من الناتج المحلي الإجمالي في عام 2023. تم تمويل هذا العجز بشكل رئيسي من خلال المدخرات النفطية ، بينما زاد الدين العمومي بشكل طفيف.

من المتوقع أن يتباطأ النمو قليلا قبل أن ينتعش، بينما من المتوقع أن يتسع عجز الحساب الخارجي وعجز الميزانية.

من المتوقع أن يتباطأ النمو بشكل طفيف في عام 2024، بسبب استقرار إنتاج المحروقات، بينما ستزداد الاحتياجات التمويلية الداخلية والخارجية. في السيناريو المرجعي، سيتباطأ نمو الناتج المحلي الإجمالي إلى 3.1٪ في عام 2024، مع استمرار نمو القطاع الغير استخراجي بشكل قوي مع ثبات إنتاج المحروقات. ونتيجةً لذلك، قد تنخفض الصادرات، إلى جانب الواردات التي تعززها واردات المعدات, قد يسجل الحساب الجاري عجزًا طفيفًا. قد يؤدي تراجع عائدات المحروقات وزيادة الإنفاق إلى ارتفاع عجز الميزانية، وقد يصل الدين العمومي إلى 49.5٪ من الناتج المحلي الإجمالي بحلول نهاية عام 2024.

قد يدعم انتعاش إنتاج المحروقات انتعاش النمو في عام 2025، وقد تزداد عائدات تصدير المحروقات. ومع ذلك، فإن تسارع نمو الواردات سيؤدي إلى زيادة عجز الحساب الجاري وانخفاض احتياطي الصرف، الذي سيظل بالرغم من ذلك عند مستوى مريح. الزيادات الطفيفة في الإنفاق المتوخاة في إطار الميزانية المتوسطة المدى لقانون المالية لعام

2024 قد تسمح بتثبيت عجز الميزانية الذي سيظل مرتفعاً وسيؤدي إلى زيادة الدين العمومي الذي لا يزال محصورًا على المستوى الوطني و بنسب فائدة منخفضة وبآجال استحقاق طويلة المدى. ونظرا لارتفاع نسبة الإنفاق العمومي غير المرن (كالأجور)، واعتماد الاقتصاد على الواردات ، فإن التقلبات غير المتوقعة في أسعار المحروقات العالمية في بيئة تتسم بقلة الرؤية الجيوسياسية تشكل خطراً أساسياً على آفاق الاقتصاد الكلي في الجزائر.

إن اتبـاع نهـج شـامل ضروري لتحقيـق النمـو المسـتدام وتنويـع الصـادرات الجزائريـة خـارج قطـاع المحروقـات.

تتمتع الجزائر بإمكانيات كبيرة لتنمية صادراتها خارج قطاع المحروقات. لا تزال المحروقات تمثل أكثر من 90٪ من صادرات الجزائر من المنتجات في عام 2023، على الرغم من أن صادرات المنتجات خارج المحروقات قد تضاعفت ثلاث مرات منذ عام 2017، لتصل إلى 2٪ من الناتج المحلي الإجمالي أو 5.1 مليار دولار في عام 2023. تمثل الأسمدة، المنتجات الحديدية، والإسمنت أكثر من 80٪ من هذه الصادرات، ويظل تعقيد الصادرات فيها محدودًا، فيما يستفيد المصدّرون من مدخلات مدعومة، وتتمركز الصادرات في عدد قليل من الدول. تمتلك الجزائر إمكانيات هامة لتنويع صادراتها، خاصةً نظرًا لقربها من أوروبا، بما يدعم هدفها بتصدير 30 مليار دولار من المنتجات خارج قطاع المحروقات بحلول 2030.

تحسين الإنتاجية وسياسات الاقتصاد الكلي والجزئي الملائمة أساسيًا لتعزيز الصادرات. على مدى العشرين عامًا الماضية، تباطأ الاستثمار والإنتاجية الإجمالية وحصة الصناعة التحويلية في إجمالي الناتج المحلي ، مما حد من القدرة التنافسية للقطاعات ذات الإمكانات التصديرية العالية. تعزيز بيئة الأعمال وتحسين إنتاجية الشركات أمران أساسيان لتعزيز القدرة التنافسية للصادرات، خصوصًا بالنسبة لشركات القطاع العمومي التي تمثل خُمس القيمة المضافة خارج قطاع المحروقات. ستساهم السياسات المتوازنة في مجالي سعر الصرف والتجارة الخارجية بتنويع الصادرات، في حين أن جذب الاستثمارات الأجنبية المباشرة سيعزز الاندماج في سلاسل القيمة العالمية، مما يحقق مكاسب في الإنتاجية ونمو الصادرات. كما أن السياسات الرامية إلى تطوير سلاسل القيمة ذات الإمكانات التصديرية، وتيسير التجارة عبر الحدود، ستدعم نمو الصادرات خارج قطاع المحروقات وتنويعها.

ويعد التكيف مع الجهود العالمية للحد من الانبعاثات الكربونية ضروريا لوضع استراتيجية نمو للصادرات مستدامة.سيؤثر التحول العالمي نحو الاقتصاد الأخضر على الطلب على المنتجات ذات البصمة الكربونية العالية، وبشكل مباشر في إطار آلية تعديل حدود الكربون في أوروبا (CBAM)، مما قد يفرض تكاليف إضافية على المصدّرين الجزائريين. تتركز أكثر من 80% من صادرات الجزائر خارج قطاع المحروقات الموجهة إلى أوروبا على منتجات كثيفة الانبعاثات الكربونية (مثل الأسمدة والإسمنت والحديد والصلب). سيكون التحول نحو إنتاج صديق للبيئة، وتنويع الصادرات نحو صناعات أقل تلويثًا، وتبني تسعير صريح للكربون أمرًا حاسمًا لأداء الصادرات خارج قطاع المحروقات للجزائر على المدى الطويل.

1

DÉVELOPPEMENTS ÉCONOMIQUES RÉCENTS

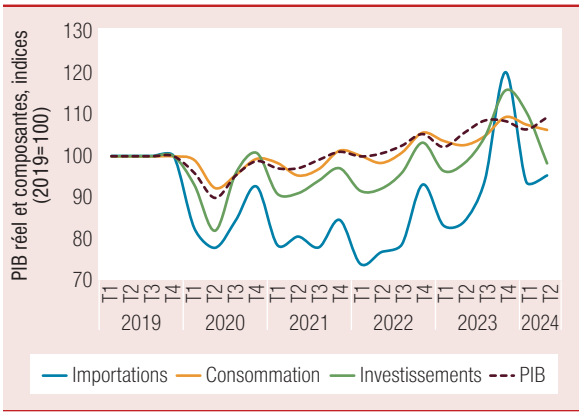
La croissance des secteurs non extractifs est restée soutenue au cours du premier semestre 2024

La croissance dynamique du PIB non extractif s'est poursuivie au premier semestre 2024, soutenue par l'investissement et la consommation privée. Le PIB non extractif[1] a augmenté de 3,7% en 2023, notamment grâce à une forte croissance de l'investissement. Combinée à la forte croissance de la production de pétrole et de gaz, la croissance globale du PIB a atteint 4,1% en 2023. Les indicateurs standards du marché du travail n'ont pas été publiés depuis 2019, mais les estimations internationales suggèrent que les taux de chômage ont retrouvé leurs niveaux d'avant la pandémie.[2] La dynamique de croissance non extractive s'est prolongée au S1-2024 (+3,9% en glissement annuel), la croissance de l'investissement s'étant encore accélérée (+15,5% en glissement annuel), tandis que la consommation publique et privée est restée robuste. L'expansion des importations liées à l'investissement et une forte contraction des exportations hors hydrocarbures ont entraîné une contribution fortement négative des exportations nettes au PIB. Les données satellite de l'éclairage nocturne suggèrent que la croissance

[1] Les comptes nationaux rebasés présentent les "industries extractives" mais pas l'ancien secteur des "hydrocarbures". Les industries extractives reflètent désormais la classification internationale type des industries (CITI) et représentent les activités d'extraction de pétrole brut et de gaz naturel, mais incluent également les activités minières. La transformation des hydrocarbures (raffinage du pétrole, liquéfaction du gaz) est désormais classée dans le "secteur manufacturier", tandis que certaines activités liées aux hydrocarbures ont été reclassées du secteur des hydrocarbures vers les sections spécifiques de la CITI (par exemple, la construction, le transport).

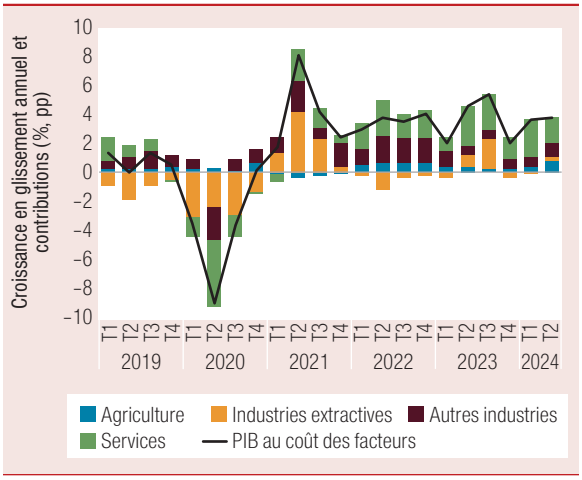
[2] Les estimations modélisées de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) suggèrent que le taux de chômage global a baissé à 12,3% en 2023 (–0,2 pp), que le taux de chômage des femmes a baissé à 21,5% (–0,3pp) et que le taux de chômage des jeunes a baissé à 31,3% (–0,7 pp).

FIGURE 1 • La demande émanant de l'investissement a été principalement satisfaite par les importations…



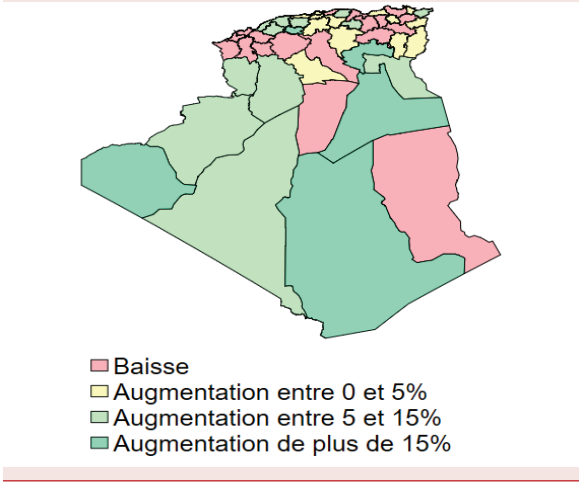
Source : Office National des Statistiques (ONS)
Note : Les indices étant en base 100 en 2019, les données de la figure 1 comparent le niveau actuel des composantes du PIB réel avec leur niveau au même trimestre en 2019.

FIGURE 2 • …et le secteur des services a été le moteur de la croissance



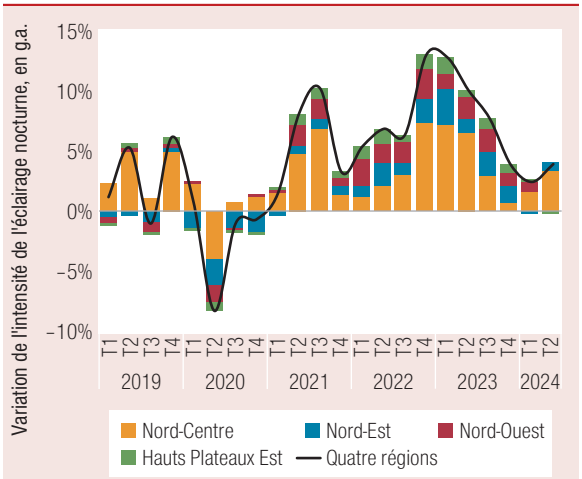
Source : Office National des Statistiques (ONS)
Note : Les indices étant en base 100 en 2019, les données de la figure 1 comparent le niveau actuel des composantes du PIB réel avec leur niveau au même trimestre en 2019..

FIGURE 3 • Les données d'éclairage nocturne suggèrent des dynamiques de croissance hétérogènes au S1-2024…



Source: Estimations des services de la Banque mondiale basées sur les données de l'Administration nationale de l'aéronautique et de l'espace (NASA).
Note: La carte utilise l'ancien découpage administrative en 48 wilayas.

FIGURE 4 • …la région du Centre-Nord contribuant le plus à la croissance hors-hydrocarbures.

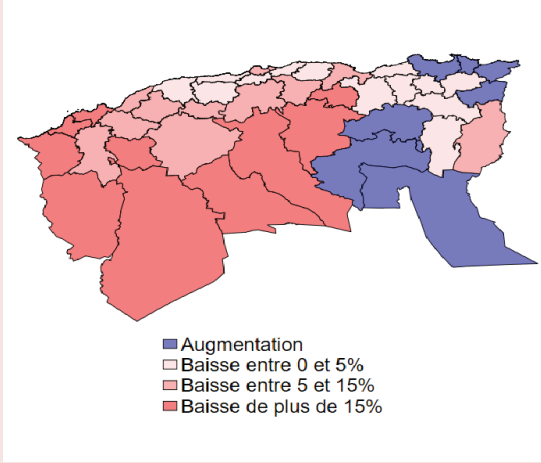


Source: Estimations des services de la Banque mondiale basées sur les données de la NASA.
Note: Les régions correspondent aux Espaces de Programmation Territoriale (EPT).

non extractive robuste au S1-2024 a été tirée par la région du nord-centre. L'adoption de politiques visant à soutenir la diversification et l'investissement hors hydrocarbures s'est poursuivie en 2024, y compris le lancement de la plateforme d'investissement en ligne de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI, voir encadré 1), le programme d'octroi du foncier économique[3], et l'introduction du Crédit Populaire d'Algérie (CPA), une banque publique, en bourse.[4]

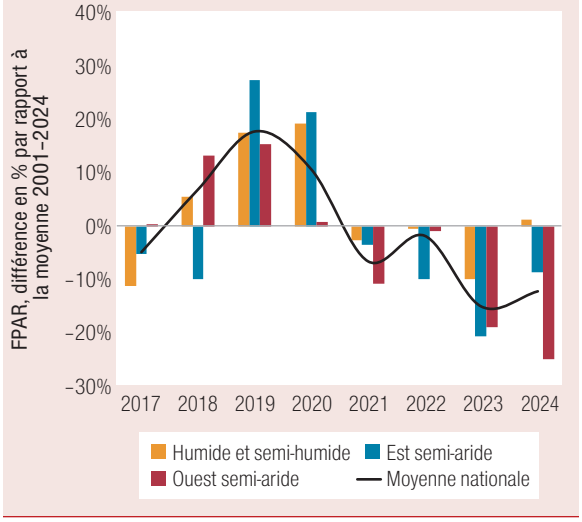
[3] APS, février 2023
[4] APS, juin 2024

FIGURE 5 • Au cours de la campagne agricole 2023-2024, les précipitations se sont améliorées dans l'Est, mais détériorées dans l'Ouest…



Source: ASAP.
Note: Pour la campagne agricole 2022-2023, les précipitations entre T4-2022 et T2-2023 sont prises en compte. Pour la campagne 2023-2024, les précipitations sont prises en compte entre le T4- 2023 et le T2-2024.

FIGURE 6 • …et les mesures de croissance des cultures ont suivi les précipitations.



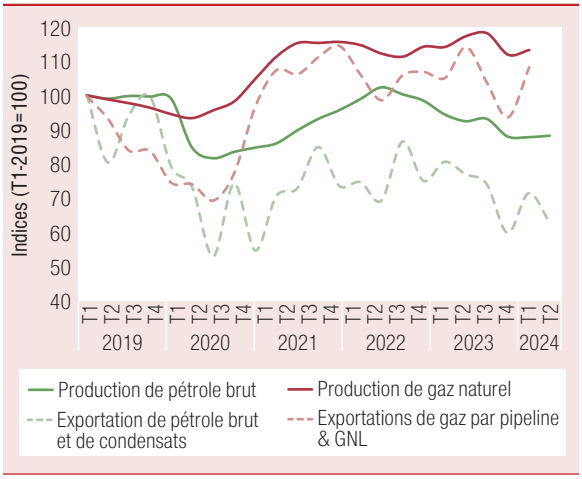
Source: ASAP.
Note: FPAR=Fraction du rayonnement photo synthétiquement actif, soit l'indicateur principal de développement des cultures. La croissance des cultures pour chaque année est considérée entre le quatrième trimestre de l'année précédente et le deuxième trimestre de l'année de référence.

La demande générée par la forte croissance de l'investissement a tiré la production industrielle et les importations, tandis que la croissance de la consommation privée a stimulé les services. Le dynamisme de l'investissement a stimulé la production industrielle dans des secteurs tels que la construction, l'électricité et l'industrie manufacturière, augmentant ainsi les importations. Parallèlement, l'activité des entreprises publiques économiques (EPE) a ralenti ; la croissance de leur production manufacturière hors hydrocarbures a ralenti de 3,5% en 2023 à 0,6% en glissement annuel au S1-2024, avec une baisse marquée pour les industries de l'acier, des métaux, de la mécanique, de l'électricité et de l'électronique (ISMMEE, –12.2% en g.a. au S1-2024). La production des EPE a néanmoins augmenté rapidement dans le secteur du ciment et de l'agro-alimentaire. La consommation privée dynamique a également stimulé le secteur des services (+4,2% en glissement annuel au S1-2024), qui a été le principal moteur de la croissance non-extractive.

La croissance de la production agricole s'est accélérée, les données satellitaires sur le développement des cultures suggérant une reprise dans l'Est et les régions côtières, mais une croissance modérée dans l'Ouest. Après avoir enregistré une croissance modeste en 2023 (+2,8%), la production agricole s'est accélérée au 1er semestre 2024 (+4,7% en glissement annuel). Les précipitations pendant la saison 2023–2024 ont diminué en glissement annuel dans les wilayas de l'Ouest mais se sont améliorées dans certaines parties de l'Est et dans les régions côtières humides et semi-humides. Par conséquent, le développement des cultures s'est amélioré en 2024 par rapport à 2023, mais reste inférieur à la moyenne historique, les précipitations étant restées inférieures à la moyenne. Le gouvernement a lancé plusieurs projets pour améliorer la production agricole et la résilience, notamment en signant des accords d'investissement agricole avec l'Italie[5] et le Qatar[6], et en lançant un projet innovant de serres dans le Sahara, qui devrait être achevé en 2024[7].

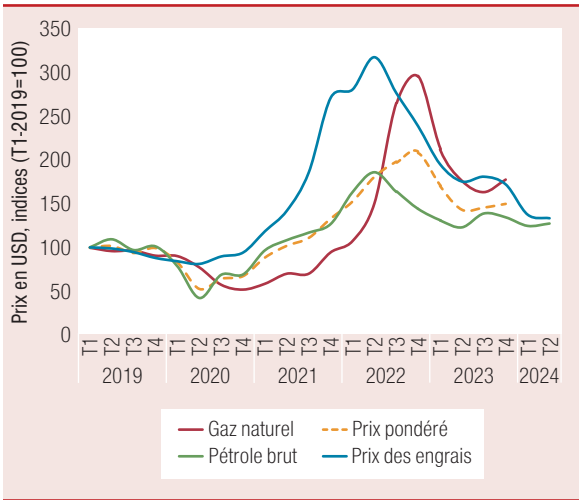
5 APS, juillet 2024
6 APS, avril 2024
7 AgriAlgérie, mai 2024

FIGURE 7 • La production de pétrole brut et de gaz naturel a diminué au S1-2024…



Source: Joint Organizations Data Initiative (JODI) pour le gaz, Banque d'Algérie (BoA) pour les exportations jusqu'au T4-2023, OPEP pour la production de pétrole brut. Note : Les données gazières sont présentées sous forme de moyenne mobile sur quatre trimestres. Les estimations d'exportations de pétrole brut et de condensats sont compilées à partir des données de suivi des bateaux pétroliers PortWatch du FMI.

FIGURE 8 • …alors que les prix à l'exportation sont restés élevés malgré la baisse des prix du gaz



Source: BdA, oilprice.com et BM pour le prix des engrais.
Note: L'indice pondéré des prix des hydrocarbures utilise les valeurs des exportations en dollars de la BdA pour pondérer chaque type d'hydrocarbure.

La production de pétrole et de gaz s'est contractée au premier semestre 2024, et les recettes d'exportations des hydrocarbures ont chuté

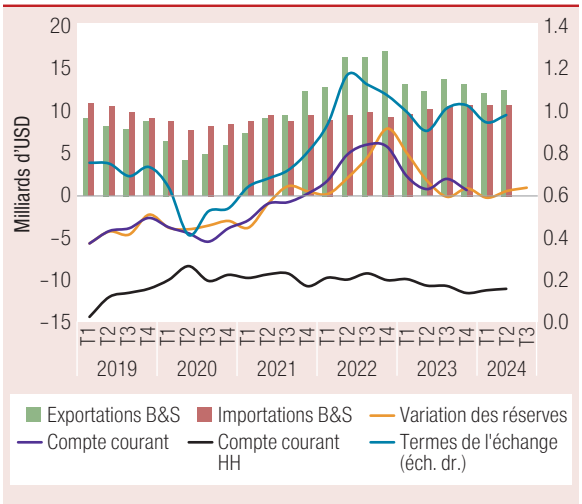
Avec une nouvelle diminution des quotas de production de pétrole de l'Algérie en janvier 2024, la production et les exportations se sont à nouveau contractées au cours du S1-2024. Après la reprise partielle de la production de pétrole à la suite des réductions des quotas induites par la pandémie à la mi-2022, les quotas de production de l'Algérie ont diminué à trois reprises, passant de 1055 mb/j à 1007 mb/j en novembre 2022, puis à 959 mb/j en mai 2023, et à 908 mb/j en janvier 2024. En conséquence, la production de pétrole brut en septembre 2024 était inférieure de 13,4% au pic d'octobre 2022 et de 5,3% à celle de septembre 2023. La baisse de la production de pétrole brut (–7,6% en g.a. sur les 9m-2024) s'est traduite par une baisse de la production de pétrole raffiné et, combinée à l'augmentation de la consommation intérieure dans un contexte d'activité économique robuste, a entraîné une nouvelle contraction des exportations de pétrole en glissement annuel sur les neuf premiers mois de 2024.[8]

La production et les exportations de gaz naturel ont diminué pendant les sept premiers mois de 2024 par rapport à leur pic de 2023, en raison de la contraction des exportations de GNL. La production de gaz naturel a augmenté de 6,1% en 2023, grâce à une forte demande européenne et à la production de nouveaux gisements, suivie d'une baisse de 7,4% en glissement annuel au cours des sept premiers mois de 2024. Par rapport au pic de 2023, l'augmentation de la consommation intérieure, un autre hiver doux en Europe, un mouvement vers les énergies renouvelables et des niveaux records de stockage de fin de saison de chauffe en Europe ont réduit les exportations de GNL (–10,8% en glissement annuel) , tandis que les exportations par gazoduc sont demeurées stables (+0,7% en glissement annuel).[9]

8 Les données sur les volumes d'exportation d'hydrocarbures de la Banque d'Algérie ne sont disponibles que jusqu'au T4-2023, mais les données Portwatch du FMI sur les bateaux pétroliers quittant les ports algériens suggèrent une baisse de 12,4% en glissement annuel des volumes d'exportation de pétrole au cours des neuf premiers mois de 2024.

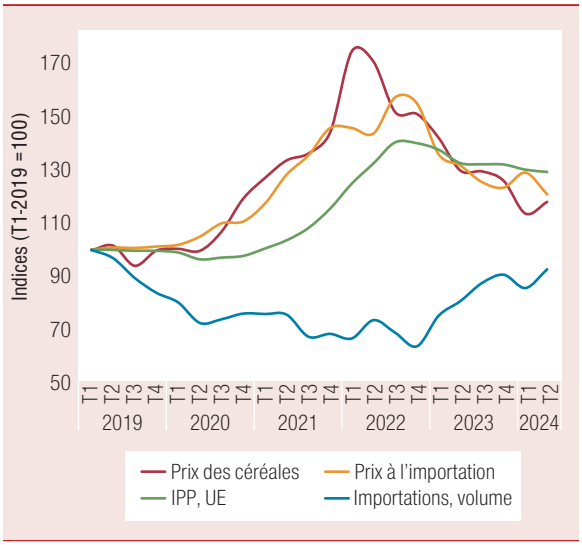
9 Administration américaine d'information sur l'énergie. La baisse de la consommation de gaz naturel en Europe maintient les stocks pleins. 23 juillet 2024.

FIGURE 9 • Le surplus du compte courant s'est contracté avec la baisse des prix à l'exportation et l'augmentation des importations…



Source: BdA, Fonds monétaire international (FMI), ONS et estimations de la Banque mondiale. Note: HH = Hors-hydrocarbures.

FIGURE 10 • …même si les prix à l'importation ont baissé pour plusieurs catégories de produits



Source: ONS, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Eurostat et estimations de la Banque mondiale. Note : IPP, UE = Indice des prix à la production de l'Union Européenne.

L'Italie, l'Espagne et la France restent les principaux acheteurs de gaz algérien, les pays européens continuant de remplacer les importations russes, et l'Algérie restant le deuxième plus grand fournisseur par gazoduc et le quatrième fournisseur de GNL de l'Europe.[10] La production globale du secteur extractif ayant légèrement augmenté au S1-2024 (+1,0% en glissement annuel) malgré la baisse de la production de pétrole et de gaz naturel, cela suggère une croissance dynamique de la production des autres types d'énergie primaire (condensats ou GPL aux champs) et de la production minière.

Les recettes d'exportation d'hydrocarbures ont diminué au S1-2024, en raison de la poursuite de la baisse des prix à l'exportation du gaz naturel et de la stabilisation des prix du pétrole. Les prix de référence pour le pétrole algérien a atteint un sommet au T2-2022 avant de diminuer, de 103,8USD en 2022 à 83,6USD en 2023, motivant des réductions successives des quotas pour soutenir les prix. Au cours des neuf premiers mois de 2024, le prix de référence moyen s'est établi à 82,9USD à la suite de la dernière réduction des quotas en janvier 2024. Par ailleurs, les prix du gaz naturel ont atteint un sommet en 2022 à la suite de l'invasion de l'Ukraine par la Russie et ont progressivement baissé depuis, même s'ils restent historiquement élevés. Il est probable qu›ils aient continué à baisser au S1-2024, suivant les prix du pétrole avec un décalage de trois à six mois[11], et contribuant à la baisse des prix à l'exportation des hydrocarbures (-5,5% en g.a. au S1-2024). En conséquence, et en combinaison avec des volumes d'exportation stables, la valeur des exportations d'hydrocarbures a diminué de 4,7% en glissement annuel au S1-2024, et de 8,8% par rapport au S2-2023.

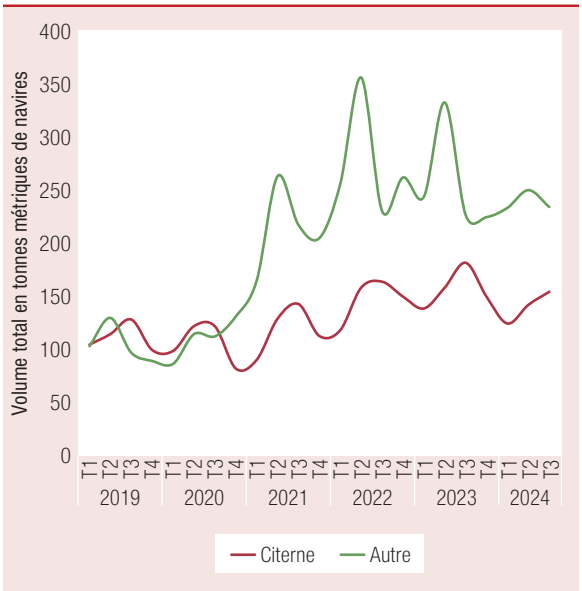
Le compte courant s'est établi proche de l'équilibre au S1-2024

L'excédent du compte courant s'est établi proche de l'équilibre au S1-2024, les importations s'étant stabilisées et les exportations ayant diminué. Après un déficit moyen de 11,6% du PIB entre 2015 et 2020, la flambée des prix du pétrole et du gaz a propulsé le compte courant vers son

[10] Commission européenne. Rapport trimestriel sur les marchés européens du gaz, avec un aperçu annuel pour 2023.

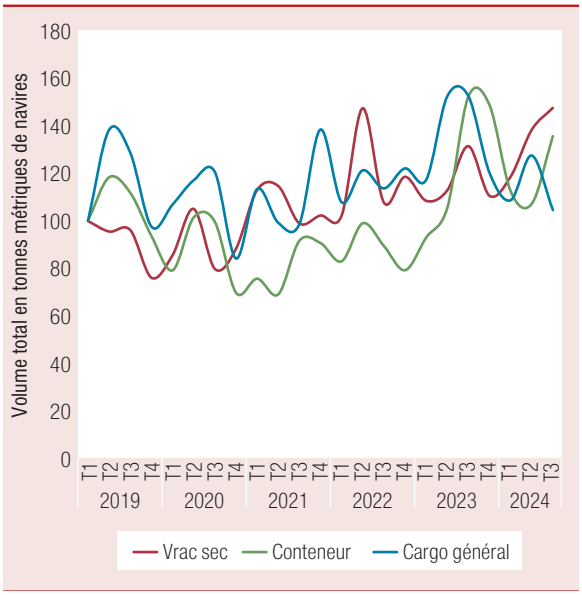
[11] Algérie Rapport de Suivi de la Situation Économique. "Renforcer la résilience en période de prospérité". Printemps 2022.

FIGURE 11 • Les données de suivi des navires suggèrent une diminution transversale des volumes d'exportation en 2024…



Source: Données Portwatch du FMI

FIGURE 12 • …tandis que la baisse des importations conteneurs et cargo ont été compensées par la hausse des importations en vrac

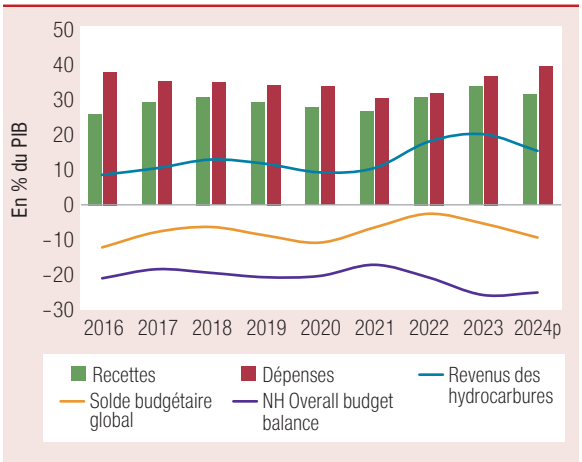


Source:Données Portwatch du FMI

premier excédent en huit ans en 2022 (8,6% du PIB), avant qu'il ne se réduise considérablement en 2023 (2,3% du PIB), les exportations d'hydrocarbures et hors hydrocarbures ayant diminué et les importations ayant augmenté, stimulées par la hausse de l'investissement et de la consommation. Cette tendance s'est poursuivie au S1-2024, la balance commerciale se réduisant de 6,3 milliards de dollars au S1-2023 à 3,5 milliards de dollars au S1-2024. Par conséquent, le compte courant s'est établi proche de l'équilibre au S1-2024 (–0,3 milliards de dollars) et les réserves de change ont légèrement augmenté. Selon les données du FMI, ces dernières se seraient établies à 71,3 milliards de dollars à la fin septembre 2024, soit environ 16,2 mois d'importations de biens et de services.

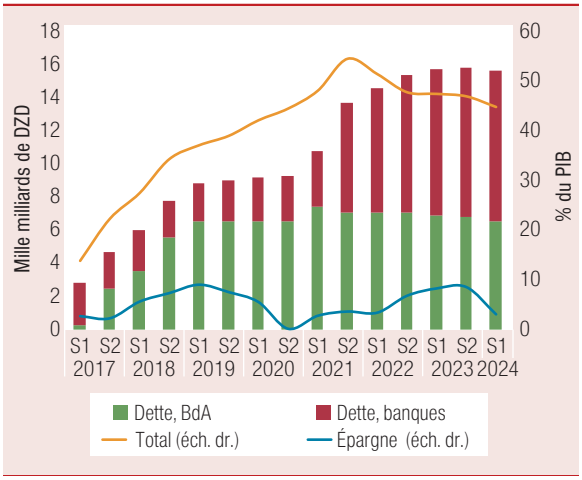
Les importations de biens et de services se sont stabilisées à un niveau élevé au S1-2024, tandis que la chute des prix des engrais a entraîné celle des exportations hors-hydrocarbures. Les importations totales ont atteint 22,5 milliards de dollars au S1-2024, soit le même niveau qu'au S2-2023 et une croissance de 4.1% en g.a., avec des importations d'équipements et de matériel de transport demeurant élevées (+23,8% en g.a.) dû au dynamisme de l'investissement et à l'assouplissement temporaire du contrôle des importations de véhicules. Sur la même période, une augmentation de 26,5% en g.a. des volumes d'importations de produits alimentaires a été compensée par une baisse de leur prix (–10,0%) et par une baisse des importations de matières premières, d'huiles et de produits chimiques. D'autre part, la valeur des biens exportés a diminué de 5,2% en glissement annuel car, en sus de la baisse des exportations d'hydrocarbures, les exportations hors hydrocarbures ont fortement diminué (–9,2% en glissement annuel au S1-2024), en raison notamment de la forte baisse des prix des engrais, dans un contexte d'augmentation modérée des volumes exportés (+1,3% en g.a.). Au T3-2024, les données des navires quittant les ports algériens suggèrent des volumes d'exportations hors hydrocarbures stables relatives au T2, une augmentation modérée des exportations de navires-citernes, et un dynamisme continu des importations. Ces données suggèrent également que les exportations demeurent inférieures à leur niveau de l'année précédente.

FIGURE 13 • L'augmentation des dépenses courantes et la baisse des recettes devrait creuser le déficit budgétaire…



Source: Ministère des Finances, ONS et estimations BM..

FIGURE 14 • …qui devrait être en partie financé par l'épargne pétrolière



Source: FMI et BM.
Note: Sur l'axe de droite, la dette publique est rapportée au PIB sur quatre trimestres glissants.

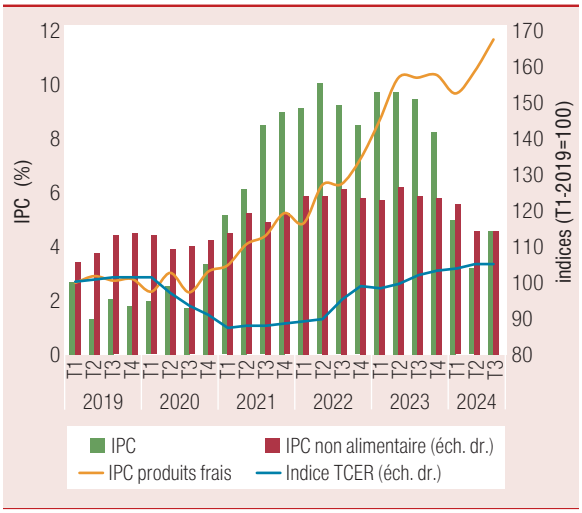
La baisse des revenus des hydrocarbures et l'augmentation des dépenses pèsent sur les équilibres budgétaires

La baisse des recettes d'exportation d'hydrocarbures et l'augmentation continue des dépenses publiques en 2024 devraient entraîner une augmentation du déficit budgétaire. Le déficit budgétaire s'élevait en moyenne à 9,6% du PIB au cours des cinq années précédant la pandémie, avant de se réduire considérablement au cours de la reprise postpandémique, dans un contexte de hausse des prix des hydrocarbures, pour atteindre 3,0% du PIB en 2022. Il est passé à 5,2% du PIB en 2023 en raison de la modération des prix des hydrocarbures et de l'augmentation marquées des dépenses salariales et de transfert (+4,4% du PIB), le gouvernement ayant cherché à atténuer les pressions liées au coût de la vie, et le déficit budgétaire hors hydrocarbures est ainsi passé de 20,6% du PIB à 24,9%. Les données préliminaires pour le S1-2024 laissent entrevoir un nouveau creusement du déficit budgétaire, en raison de la modération des prix des hydrocarbures, de la mise en œuvre par le gouvernement de la troisième et dernière vague d'augmentation des salaires du secteur public, d'une augmentation des retraites de 10 à 15%[12], ainsi que de l'augmentation des dépenses d'investissement. L'augmentation des dépenses serait partiellement compensée par l'augmentation des recettes fiscales, soutenues par les recettes de l'impôt sur le revenu des personnes physiques - qui suit l'augmentation de la masse salariale publique - et les effets de la croissance économique sur la consommation, les importations et les bénéfices des sociétés, stimulant les recettes fiscales.

La dette publique n'a augmenté que modérément au cours du S1-2024, suggérant que l'épargne pétrolière a été utilisée pour financer le déficit. La dette publique avait culminé à 55,2% du PIB en 2021 pour financer un déficit budgétaire important et un rachat massif des dettes des entreprises publiques, avant de redescendre à 48,1% du PIB en 2022. Malgré d'importants besoins de financement, l'augmentation des émissions d'obligations, et le recours à des financements non bancaires, le Trésor a reconstitué le fonds d'épargne pétrolière (*Fonds de régulation des recettes* ou FRR) en 2022 et 2023, dont la valeur a atteint 7,9% du PIB à la fin de 2023, ce alors que la dette publique augmentait pour atteindre 49,2% du PIB. Au cours du S1-2024, le gouvernement

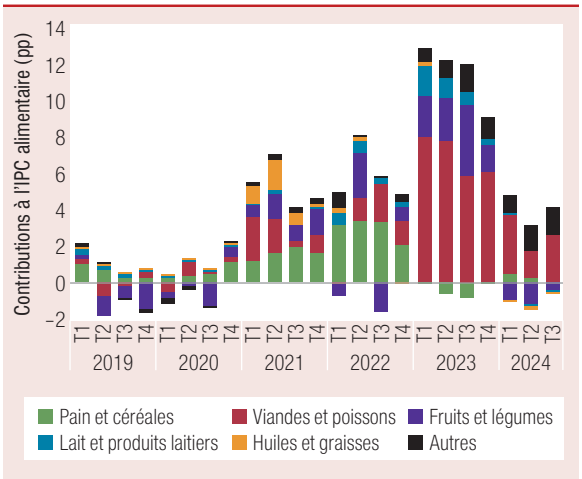
[12] APS, mai 2024

FIGURE 15 • L'inflation s'est atténuée, les prix des produits alimentaires frais s'étant stabilisés pendant la plus grande partie de l'année 2024…



Source: ONS, FMI et estimations de la Banque

FIGURE 16 • …grâce à une stabilisation des prix de la viande et du poisson et à une baisse des prix des fruits et légumes



Source: ONS et estimations de la Banque mondiale

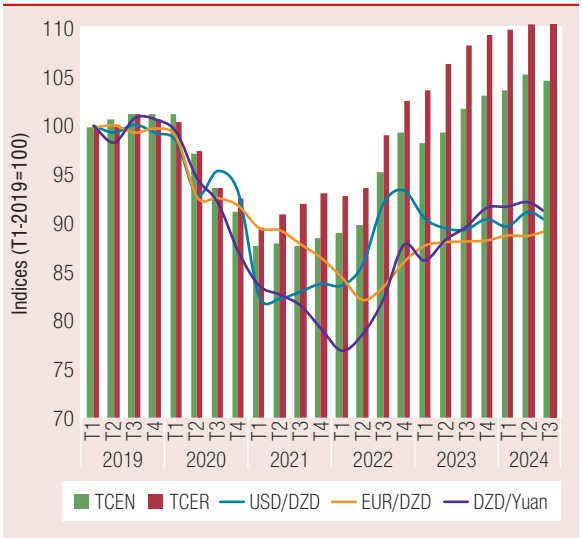
a en partie eu recours à l'épargne pétrolière accumulée pour financer le déficit, et la dette publique n'a augmenté que de 5,1% en termes nominaux. Elle reste presque entièrement détenue au niveau national, avec des échéances à long terme et des taux d'intérêt faibles.

Sous l'effet de la stabilisation des prix des denrées alimentaires fraîches, l'inflation a considérablement ralenti

La stabilisation des prix des produits agricoles frais a permis une nette décélération de l'inflation au cours des neuf premiers mois de 2024, atteignant 4,3% en glissement annuel. L'inflation a commencé à augmenter en 2021 (7,2%), s'est accélérée en 2022 (9,3%) et s'est stabilisée en 2023 (9,3%). L'inflation des prix des produits agricoles frais a été particulièrement prononcée en 2023 (22,1%), tirée par les prix de la viande et des poissons (28,6%) ainsi que par les fruits et légumes (12,7%). En conséquence, l'inflation des prix alimentaires a atteint 13,3%, affectant disproportionnellement les Algériens les plus vulnérables puisque les denrées alimentaires représentent plus de la moitié des dépenses des 40% les plus pauvres de la population. Cependant, les prix des fruits et légumes, en grande partie produits en Algérie, ont commencé à baisser à la mi-2023 dans un contexte de production agricole résiliente, tandis que les prix de la viande et du poisson se sont stabilisés à partir du T4-2023, le gouvernement ayant autorisé les importations de viande. En conséquence, l'inflation des produits agricoles frais est tombée à 4,5% en glissement annuel au cours des neuf premiers mois de 2024 et, combinée à un taux de change stable et à la modération continue des prix à l'importation, a permis à l'inflation des prix à la consommation de baisser à 4,3 % en glissement annuel sur les neuf premiers mois de 2024.

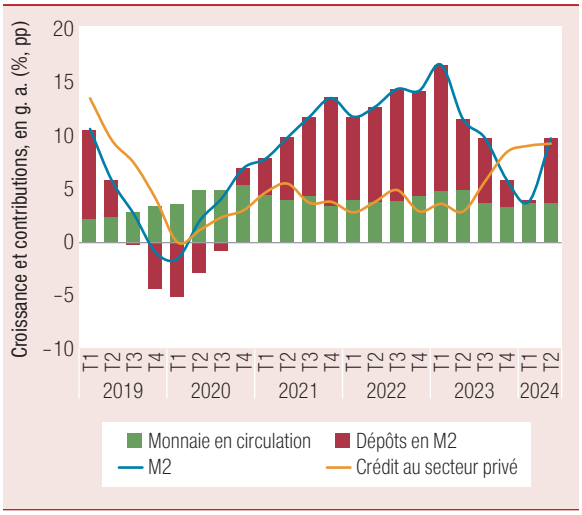
Le taux de change officiel est resté stable pendant les neuf premiers mois de 2024, mais l'écart avec le taux du marché informel s'est élargi. Après plus d'une décennie de dépréciation du taux de change du dinar, les autorités ont soutenu une appréciation de 6,6% du dinar par rapport au dollar américain entre juillet et décembre 2022 pour atténuer l'inflation importée avant de soutenir une stabilité du taux de change officiel depuis le début de 2023. Néanmoins, le taux de change effectif nominal (TCEN) et le taux de change effectif réel (TCER) se sont appréciés au cours de l'année 2023 sous l'effet de l'appréciation du dinar par rapport au yuan, même s'il est resté stable par rapport au dollar américain

FIGURE 17 • Le taux de change est resté stable au S1-2024…



Source: ca.investing.com, IMF and World Bank estimates.

FIGURE 18 • …tandis que la croissance de la masse monétaire et du crédit au secteur privé s'est accélérée



Source: IMF & BoA and World Bank estimates.

et à l'euro, ainsi que du taux d'inflation plus élevé en Algérie par rapport à celui de ces partenaires commerciaux, ce qui a pu encourager les importations, et en particulier celles en provenance de la Chine.[13] Au S1-2024, le dinar était effectivement arrimé au dollar américain à un taux de 134,5 DZD/USD, tout en restant stable par rapport à l'euro et au yuan, stabilisant le TCEN et le TCER, avant de s'apprécier à 132,1 DZD/USD à la fin du T3-2024. Pendant ce temps, le taux de change du marché informel a connu une dépréciation, la prime de change pour le dollar américain passant de 53% au T4-2023 à 66% au T3-2024.[14]

La politique monétaire reste accommodante et la croissance de la masse monétaire et du crédit au secteur privé s'est accélérée. Le taux de référence de la Banque d'Algérie reste inchangé à 3% depuis mai 2020, ce qui implique un taux réel (corrigé de l'inflation) négatif. Avec la décélération de l'inflation, l'écart entre l'inflation et le taux d'intérêt nominal s'est réduit au cours des derniers mois, augmentant l'incitation à l'épargne. La croissance de la masse monétaire a ralenti, passant de 14,3% en glissement annuel au cours du T4-2022 à 6,0% au quatrième trimestre 2023. Elle a de nouveau accéléré au S1-2024, atteignant 10,1 % en glissement annuel en septembre. Après une accélération en 2023, reflétant l'augmentation de l'investissement et des importations, la croissance du crédit s'est stabilisée durant les neufs premiers mois 2024 (+5,6% en g.a.), la forte croissance du crédit au secteur privé contrastant avec la stagnation du crédit aux entreprises publiques.

[13] Le TCEN pondère les taux de change des différentes monnaies par le montant des échanges commerciaux de l'Algérie avec chaque pays. Le TCER tient compte des différences d'inflation entre les pays.

[14] La prime moyenne entre 2019 et 2023 était de 40%. Le taux de change du marché informel est tiré de divers sites web.

2

PERSPECTIVES ET RISQUES

La croissance devrait ralentir en 2024 avant de reprendre en 2025 et 2026

En 2024, les secteurs non extractifs soutiendraient la croissance mais la production d'hydrocarbures diminuerait en raison des baisses de quotas de production de pétrole brut. Dans le scénario de base, la croissance du PIB devrait ralentir à 3,1% en 2024, à la suite d'une baisse attendue de la production du secteur extractif, les quotas de production de pétrole brut demeurant en place et la production de gaz naturel diminuant. La croissance des secteurs non extractifs resterait dynamique, l'investissement continuant de stimuler la croissance alors que les grands projets dans les secteurs de l'énergie, des mines, de l'eau ou des transports progressent, stimulant les importations et le secteur de la construction. La croissance de la consommation privée devrait rester dynamique après trois années d'augmentation des salaires et des transferts dans le secteur public, une croissance robuste et une décélération de l'inflation, stimulant les secteurs desservant les ménages. Les exportations nettes devraient à nouveau contribuer négativement à la croissance, car les exportations d'hydrocarbures suivraient la baisse de la production, et les investissements stimuleraient les importations d'équipements.

La croissance devrait s'accélérer en 2025 et se stabiliser en 2026, la production extractive se redressant suivant une augmentation des quotas. Le scénario de base prévoit une croissance modérée de la production de pétrole et de gaz en 2025 et 2026. De nouveaux partenariats stratégiques ont été signés pour l'exploration et le développement de champs gaziers,[15] contribuant à la capacité d'exportation future de gaz. La croissance de l'investissement et de la consommation privée pourrait ralentir quelque peu, le cadre budgétaire à moyen terme de la Loi de Finances pour 2024 prévoyant un ralentissement de la dépense publique, mais elle demeurerait dynamique par rapport aux dernières années, ce qui stimulerait la production industrielle et les services. La croissance de la production agricole serait modérée en 2025, en cohérence avec une saison qui s'annonce relativement sèche d'octobre 2024 à février 2025.[16] Les investissements continueraient

[15] Notamment avec Midad Energy, ENI et Equinor.

[16] Commission européenne, cartes de prévisions de précipitations (septembre 2024).

ENCADRÉ 1 : LES MESURE PRISES PAR L'ALGÉRIE EN SOUTIEN À L'INVESTISSEMENT

L'Agence Algérienne de Promotion de l'Investissement (AAPI) facilite les investissements en Algérie en simplifiant les procédures administratives et en accordant des avantages fiscaux et douaniers.[a] Des incitations significatives existent pour les investissements dans (i) les secteurs prioritaires, (ii) les zones géographiques prioritaires, ainsi que (iii) les projets structurellement importants (créateurs d'emplois et grands projets de l'état). Ces incitations comprennent des exonérations des droits de douane et de la TVA pour les biens importés utilisés directement dans la réalisation de l'investissement, ainsi que des droits de mutation et des taxes d'enregistrement au foncier, des frais administratifs et des taxes foncières. Une fois les investissements réalisés, les entreprises peuvent bénéficier d'une exonération de l'impôt sur les bénéfices des sociétés pendant 3 à 5 ans. L'AAPI a récemment mis en place un guichet unique pour les investisseurs, leur permettant de s'enregistrer et d'accéder aux avantages en ligne. Les entreprises peuvent dorénavant rechercher les fonciers économiques disponibles et en faire la demande en ligne, ce qui facilite encore davantage les projets d'investissement.

Au cours des deux dernières années, l'AAPI a enregistré 10 234 projets d'investissement, majoritairement pour le secteur privé, dans divers secteurs. Bien que seule une petite partie (188) des projets implique des investisseurs étrangers, dont les deux tiers sont des joint-ventures, ces projets représentent la majeure partie de la valeur des investissements proposés. On enregistre que 55% du montant des investissement projetés provient de 15 entreprises conjointes algéro-chinoises, suivies par 29% provenant de 9 entreprises algéro-françaises. Les investissements projetés couvrent une variété de secteurs, les secteurs industriels représentant 40,4% des projets d'investissement proposés et les services 4,7%. Au niveau de l'industrie, les sous-secteurs de la chimie (12,1%), des industries sidérurgiques, métallurgiques, mécaniques, électriques et électroniques (8,7%) et de l'agroalimentaire (7,5%) recevraient le plus grand nombre de projets soumis à l'AAPI. Bien que le secteur minier représente une faible part en termes de nombre de projets (0,8%), il représente une valeur d'investissement beaucoup plus importante (12,1%).

Les projets soumis à l'AAPI représenteraient des investissements importants dans toutes les régions d'Algérie. Alors que la majorité des projets (51,6%) seraient réalisés dans le Nord, 27,2% sont prévus dans les Hautes Plaines et 21,2% dans le Sud, ces deux dernières régions bénéficiant d'incitations supplémentaires comme zones géographiques prioritaires. Une grande partie des projets d'investissement (88,2%) serait réalisée par des microentreprises et de petites entreprises, tandis que les investissements des grandes entreprises représenteraient 34,7% de la valeur des investissements prévus.

[a] Les auteurs tiennent à remercier l'Agence algérienne de promotion des investissements (AAPI) pour avoir fourni les données utilisées dans cet encadré.

leur forte croissance, soutenues par la politique volontariste du gouvernement en la matière (voir encadré 1). Ce faisant, la croissance des importations dépasserait celle des exportations, et les exportations nettes continueraient donc à contribuer négativement à la croissance du PIB.

Les déficits budgétaires et extérieurs demeureraient élevés

Le compte courant afficherait un déficit modeste en 2024, et les réserves se stabiliseraient. Les volumes d'exportation d'hydrocarbures seraient orientés à la baisse et les prix demeureraient stables dans le scénario de base, tandis que les importations augmenteraient et qu'un déficit modéré de la balance courante apparaitrait. Même si les exportations d'hydrocarbures devraient se redresser en 2025, la croissance des importations, soutenues par l'investissement, dépasserait celle des exportations et le déficit de la balance courante se creuserait. Les réserves de change diminueraient pour atteindre 9,4 mois d'importations de biens et de services à la fin 2026.

Les prix mondiaux de l'énergie et les aléas climatiques constituent des risques pour les perspectives macroéconomiques

Les prix des hydrocarbures et leurs effets sur les recettes d'exportation, les dépenses publiques et les importations restent le principal risque pour les perspectives macroéconomiques. Les prix élevés des hydrocarbures ont permis la réduction du déficit budgétaire et un excédent record de la balance courante en 2022, tandis la baisse des prix et la réduction des quotas en réaction ont contribué à creuser le déficit budgétaire et diminuer l'excédent de la balance courante en 2023. L'évolution des prix des hydrocarbures demeure donc le principal risque aux perspectives macroéconomiques à moyen terme,

tant à la hausse qu'à la baisse, risque exacerbé par l'incertitude autour des dynamiques géopolitiques et économiques mondiales. Les fluctuations des prix de l'énergie et leur impact sur les recettes d'exportations et budgétaires de l'Algérie affectent la capacité du pays à financer des niveaux élevés de dépenses publiques et à maintenir des importations élevées pour soutenir l'investissement.

Les risques supplémentaires liés au changement climatique soulignent l'importance d'intégrer les risques climatiques dans la stratégie nationale de développement. À court terme, la croissance est particulièrement vulnérable aux sécheresses, qui peuvent affecter la production, les prix et les besoins d'importation agricoles de l'Algérie. Cependant, l'Algérie est confrontée à une augmentation structurelle des températures et à une diminution des précipitations, avec des effets localisés sur la production agricole, ce qui souligne l'importance de concevoir des politiques d'adaptation pour protéger la production, les entreprises et les ménages. L'évolution du climat entraîne également des risques supplémentaires, tels que l'érosion côtière, les inondations ou les feux de forêt, qui sont devenus plus fréquents. L'élaboration d'une stratégie de développement soutenable nécessite l'évaluation et la hiérarchisation des risques liés au changement climatique à moyen et long terme, essentielle à la conception de politiques d'adaptation appropriées. L'encadré 2 ci-dessous fournit un exemple spécifique des risques et des coûts liés aux incendies de forêt en Algérie, ainsi que des priorités en matière d'adaptation, en s'appuyant sur une collaboration entre les autorités algériennes et la Banque mondiale.

ENCADRÉ 2 : UNE GESTION DURABLE DES FORÊTS POUR LUTTER CONTRE LES INCENDIES DE FORÊT EN ALGÉRIE

Dans la région de l'Afrique du Nord, l'Algérie est le pays le plus touché par les incendies de forêt en termes de superficie affectée. Alors que les incendies ont touché en moyenne environ 20 000 hectares de forêts en Algérie ces dernières années, un nouveau phénomène est apparu avec les «méga-incendies». Par exemple, en 2021, plus de 100 100 hectares ont été brûlés, affectant 40 wilayas et en particulier celles de Tizi Ouzou, Béjaia, Khenchela (DGF, 2021). Les risques liés aux incendies de forêt augmentent avec le changement climatique, qui accroît la fréquence et l'intensité des périodes de sécheresse. Avec l'augmentation de la population dans les zones forestières, le risque d'incendie augmente, ainsi que le nombre de personnes touchées et en danger, tout comme les décès. Cette situation est aggravée par une croissance démographique importante, la population algérienne devant atteindre 51 et 70 millions d'habitants, respectivement, en 2030 et 2050, contre 44,18 millions en 2021.

Les incendies de forêt causent des dommages et ont des coûts importants, impactant divers secteurs et nécessitant des ressources financières substantielles pour le rétablissement et la prévention. En 2021 et 2022, les dégâts matériels ont été estimés à 15,4 milliards de DA (113,3 millions USD) dans le secteur agricole et à 1,5 milliards de DA (11 millions USD) pour les habitations. Au-delà des impacts économiques, les incendies de forêt ont également des effets dévastateurs sur la santé des populations locales en raison des fumées qu'ils génèrent. Les pertes économiques annuelles liées à la commercialisation du bois et du liège, aux opérations de lutte contre les incendies et à la restauration de la végétation sont estimées entre 2 et 2,5 milliards de DA (15 à 19 millions USD) par an. Les indemnités versées aux victimes s'élèvent à 700 millions de DA en 2017 et à 600 millions de DA en 2020. La prévention des incendies de forêt est nettement plus rentable que la prise en charge des interventions post-incendie et l'indemnisation des dégâts par l'État. Par exemple, 1 DA investi dans la prévention pourrait permettre d'économiser 15 DA en coûts d'intervention (DNRM, 2022). Les politiques publiques récentes, telles que la stratégie forestière pour 2035 et les stratégies et plans d'action nationaux pour la gestion des incendies de forêt, ainsi que la loi forestière actualisée adoptée en décembre 2023, soulignent la nécessité de renforcer les investissements dans la gestion durable des forêts afin de prévenir les incendies, de protéger les forêts et de développer les zones rurales.

La Banque mondiale, la DGF et la DNRM ont identifié conjointement des recommandations clés et des domaines d'action prioritaires pour améliorer la gestion durable des forêts (GDF) et lutter contre les incendies de forêt. Ces derniers sont mis en évidence dans la «Note sur les forêts algériennes : Gestion durable des forêts pour lutter contre les feux de forêt». Le renforcement de la GDF est essentiel pour prévenir les incendies de forêt et maximiser les avantages environnementaux et socioéconomiques. Les cinq principaux domaines prioritaires sont 1) assurer des ressources financières continues et des investissements importants dans le secteur forestier, en particulier pour la GDF, en mobilisant diverses sources de financement ; 2) placer la gestion forestière et l'analyse des risques d'incendie de forêt au cœur des processus d'intervention avec une forte implication de la population ; 3) poursuivre les efforts stratégiques pour clarifier le cadre juridique et coordonner la gestion des forêts et des incendies ; 4) améliorer la gestion de l'information sur les forêts et les incendies de forêt, la collaboration interinstitutionnelle et la communication ; et 5) renforcer en continu les capacités techniques de tous les acteurs impliqués dans la gestion durable des forêts et des incendies de forêt.

3

VERS UN CADRE HOLISTIQUE EN SOUTIEN AUX EXPORTATIONS

L'Algérie dispose d'un important potentiel d'exportation de produits hors hydrocarbures

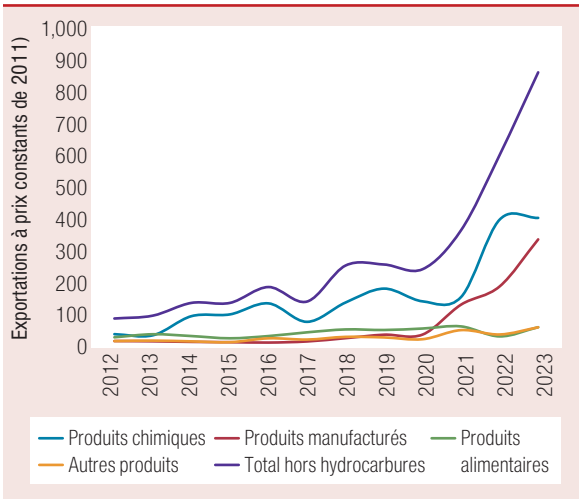
Le potentiel de croissance des exportations hors hydrocarbures de l'Algérie est important. Les hydrocarbures représentaient encore plus de 90% des exportations de produits de l'Algérie en 2023, dont environ la moitié pour les produits pétroliers et l'autre moitié pour les produits du gaz naturel.[17] Les exportations de produits hors hydrocarbures ont cependant considérablement augmenté depuis 2017, passant de 0,7% du PIB à 1,8 % du PIB en 2023. Par ailleurs, l'Algérie dispose d'un important potentiel inexploité de croissance des exportations hors hydrocarbures. Si l'on considère l'indicateur d'ouverture aux exportations non pétrolières- mesuré par la différence entre les exportations effectives et le potentiel anticipé sur la base d'un ensemble de variables explicatives telles que la taille de son économie, les marchés d'exportation, la participation à des accords de libre-échange, ou la présence d'une langue ou d'une frontière commune[18] l'Algérie a le potentiel de progression le plus important dans la région MENA. Notamment, la proximité du marché de l'Union européenne constitue un avantage comparatif naturel à exploiter, renforcé par l'existence d'un accord de libre-échange entre l'Algérie et l'UE.

L'élargissement du panier de produits exportés, de leur complexité et de l'éventail des marchés d'exportation sont une priorité. Les principales exportations hors hydrocarbures sont les engrais azotés, l'ammoniac, les produits sidérurgiques, l'hydrogène, le ciment, le phosphate, le sucre et les dattes. Ces produits représentaient 88% des exportations hors hydrocarbures en 2023. Par conséquent, et malgré une amélioration ces dernières années, la diversification et la sophistication des exportations, telles que mesurées par l'indice de complexité économique (ICE), restent limitées. De plus, les principaux produits manufacturés (ciment, fer) utilisent comme intrants une grande partie de produits subventionnés.

[17] Les produits pétroliers représentent 51 %, dont 24 % de pétrole brut, 17 % de produits pétroliers raffinés, 7 % de gaz de pétrole liquéfiés et 4 % de condensats. Les produits du gaz naturel représentent 49 %, dont 33 % exportés sous forme gazeuse et 16 % sous forme liquide.

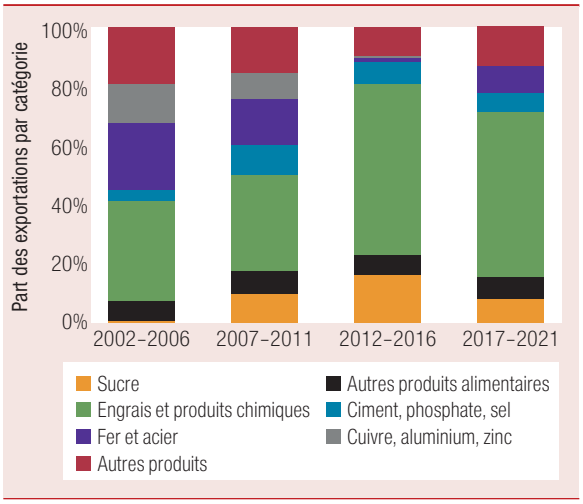
[18] Gatti et al., Mise à jour économique du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, octobre 2024.

FIGURE 19 • Les volumes d'exportation ont augmenté depuis 2017, tirés par les produits chimiques et manufacturés



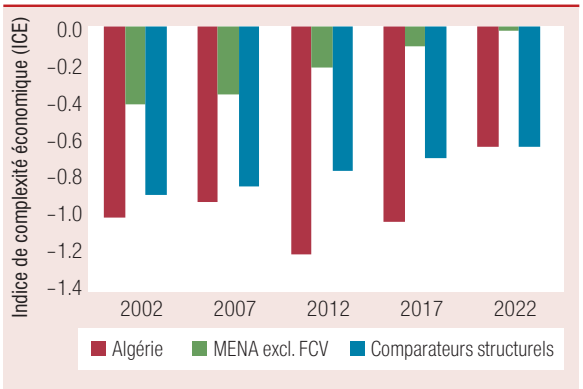
Source: ONS et estimations de la Banque mondiale.

FIGURE 20 • Mais restent concentrés sur quelques produits, notamment les engrais



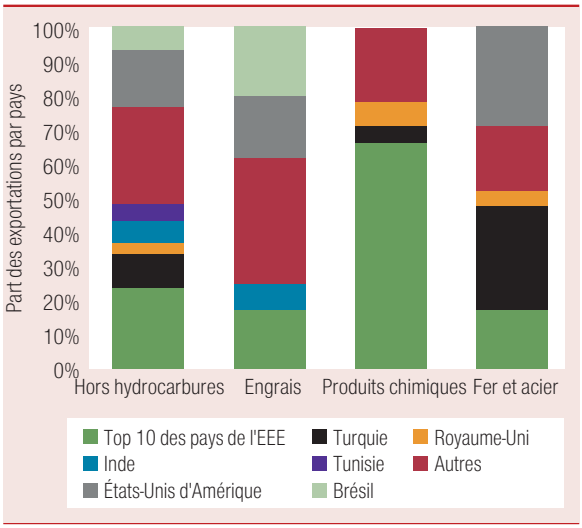
Source: Trademap.org et estimations de la Banque mondiale.

FIGURE 21 • Les exportations de l'Algérie sont moins complexes que celles de ses pairs, malgré une amélioration récente…



Source: Atlas de la complexité économique. FCV = pays en situation de fragilité, de conflit ou de violence.
Note : liste des comparateurs structurels (Angola, Irak, Ouzbékistan, Iran, Azerbaïdjan, Kazakhstan, Équateur, Égypte, Pérou, Ghana, Viêt Nam, Nigéria).

FIGURE 22 • …et sont concentrées dans un nombre restreint de pays.



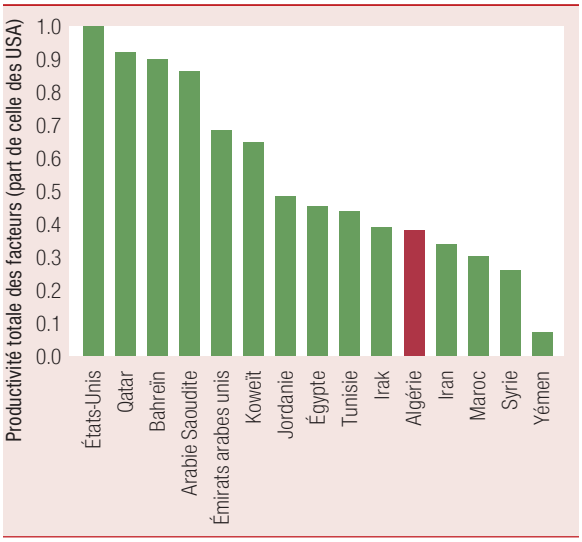
Source: Trademap.org et estimations de la Banque mondiale.

Pour la production de matériaux de construction, par exemple, l'eau et l'énergie constituent plus de 60% des intrants. Pour les principales catégories d'exportation hors hydrocarbures, la destination est concentrée sur un nombre limité de pays. Pour les produits chimiques, 29% sont destinés à la France, pour les engrais, 18,4% sont destinés aux États-Unis et 20,2% au Brésil, pour le fer et l'acier, 29,8% sont destinés à la Turquie et 28,6% aux États-Unis.

Les gains de productivité sont essentiels pour la croissance des exportations

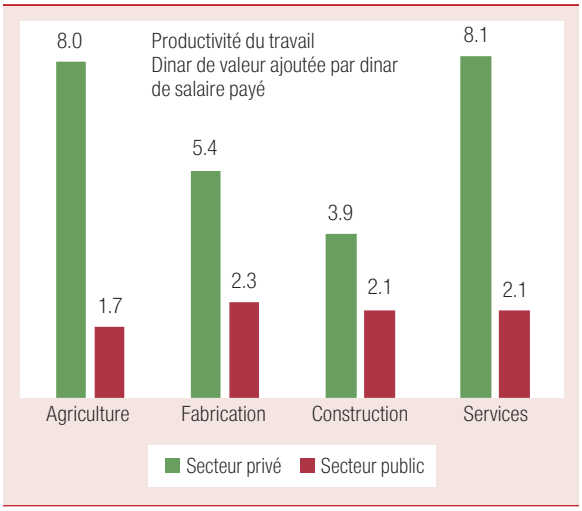
Les gains de productivité, notamment dans les secteurs à fort potentiel d'exportation, seront essentiels à la compétitivité algérienne et à la croissance soutenue de ses exportations. Au cours des vingt dernières années, l'investissement et

FIGURE 23 • La productivité totale des facteurs de l'Algérie est inférieure à celle de la région…



Source: Gatti et al., forthcoming. La PTF est présentée en proportion de celle des États-Unis.

FIGURE 24 • …et la productivité du travail est plus faible dans les entreprises publiques que dans le privée



Source: ONS et estimations BM. Note : La productivité du travail est ici mesurée comme le ratio de la valeur ajoutée sur les salaires versés (en dinars).

la productivité totale des facteurs (PTF) ont diminué en Algérie,[19] limitant la compétitivité des exportations, y compris dans les secteurs à fort potentiel d'exportation, tels que les industries sidérurgiques, métallurgiques, mécaniques, électriques et électroniques (ISMMEE). Parallèlement, la part de l'industrie manufacturière dans le PIB hors hydrocarbures a diminué, passant de 11,2% en 2002 à 9,2% en 2022. En conséquence, la PTF de l'Algérie (ajustée pour les rentes pétrolières) est inférieure à celle de la région ; des pays du Conseil de Coopération du Golfe, mais aussi à celle des pays non pétroliers de la région (Jordanie, Égypte, Tunisie). Le renforcement de l'environnement des affaires et de la productivité des entreprises, notamment en augmentant l'efficacité des marchés de facteurs, en développant le secteur financier et en soutenant les gains de sophistication des entreprises, sera essentiel pour améliorer la compétitivité nationale et à l'exportation des entreprises algériennes.

Les efforts afin d'accroître la productivité des entreprises devront également viser les entreprises publiques. Les EPE représentent un tiers du PIB algérien, près d'un cinquième de la valeur ajoutée hors-hydrocarbures, et près d'un quart de celle du secteur manufacturier. Selon la Cour des comptes, les performances économiques et financières des entreprises publiques sont limitées, à l'exception de six groupements d'entreprises publiques.[20] Cela est confirmé par les données de l'ONS, qui montrent que la rentabilité et la productivité du travail des entreprises publiques, cette dernière mesurée par la valeur ajoutée générée par dinar de salaire payé, est plus faible dans les entreprises publiques que dans les entreprises privées, dans tous les secteurs économiques.[21] Étant donné que les entreprises publiques représentent une part importante de la main-d'œuvre, de l'activité économique et près de la moitié des prêts bancaires au secteur économique, et que la présence des entreprises publiques peut avoir une incidence sur le développement du secteur privé, les efforts visant à accroître la productivité et la compétitivité internationale de l'Algérie devraient également inclure une stratégie visant à accroître la productivité des entreprises publiques.

[19] Voir le rapport de la Banque mondiale pour l'Algérie, printemps 2024.

[20] A savoir SONATRACH (énergie), SAIDAL (pharmacie), GICA (matériaux de construction) COSIDER (construction), SERPORT (transport) MADAR (agro-industrie). Voir rapport de la Cour des comptes, 2022.

[21] Parro et Torres (2024) suggèrent par ailleurs des gains de productivité substantiels dans la région MENA grâce à la réaffectation des talents hors du secteur public, estimant que la productivité globale augmenterait de plus de 40% en Algérie.

Un ensemble de politiques macroéconomiques et microéconomiques calibrées sont nécessaires

Des politiques favorables en matière de taux de change, de commerce international et d'investissement étranger soutiendront la croissance des exportations hors hydrocarbures. En Algérie, le taux de change effectif réel est demeuré stable au cours de la dernière décennie, malgré une dépréciation nominale marquée, limitant ainsi les effets de cette dépréciation sur la compétitivité algérienne. Par ailleurs, l'existence d'un système de double taux de change pourrait biaiser les incitations à l'importation – si le dinar est surévalué, cela pourrait encourager l'importation et la surfacturation des importations tout en décourageant les exportations hors hydrocarbures. Les politiques commerciales peuvent également avoir des impacts sur la capacité d'exportation de l'Algérie, les restrictions commerciales limitant l'accès aux intrants et aux produits étrangers, affectant la productivité et les exportations, mais une libéralisation totale pouvant nuire aux producteurs nationaux émergents. Enfin, l'encouragement des investissements directs étrangers peut favoriser l'insertion dans les chaînes de valeur mondiales, permettant aux exportateurs étrangers de produire sur le territoire algérien, soutenant ainsi la compétitivité et la croissance des exportations de l'Algérie. À ce titre, l'abrogation partielle de la loi 51/49 en 2020 pourrait favoriser l'entrée des exportateurs étrangers en Algérie, le succès d'exportateurs tels que Algerian Qatari Steel (AQS) ou Tosyali fournissant des exemples sur lesquels s'appuyer.

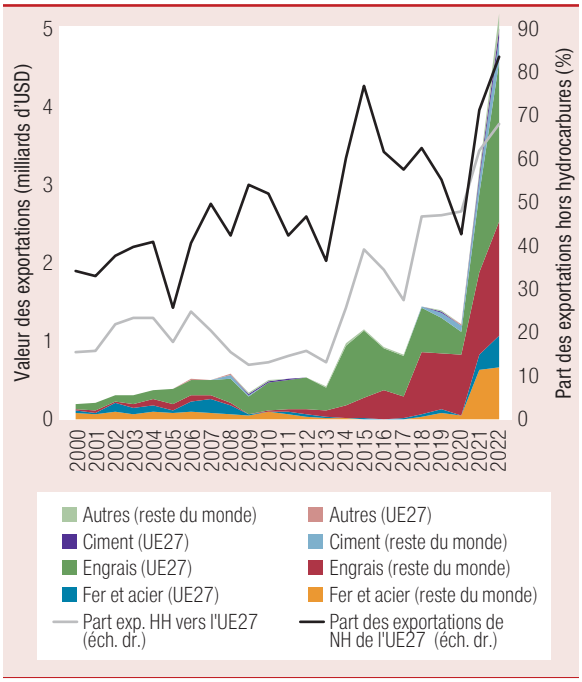
La diversification des exportations requiert également une approche multidimensionnelle de facilitation des exportations. Celle-ci doit être coordonnée et pilotée au plus haut niveau du gouvernement. Diversifier, accroître et développer les exportations requiert de combiner deux types d'approches, verticale et horizontale. Une approche verticale portant sur le développement des chaînes de valeur (ou filières), ayant un potentiel à l'export, de l'amont à l'aval en levant les différents goulots d'étranglement et en ciblant les marchés et segments de marchés porteurs, par exemple l'agriculture, la pêche et l'aquaculture, les technologies de l'information et des communications, les énergies renouvelables, le tourisme ou le secteur industriel. D'un autre côté, une approche horizontale s'applique à toutes les filières exportatrices et couvre les aspects réglementaires et institutionnels (de promotion des exportations, notamment) ainsi que ceux relatifs au financement, à la logistique, à la facilitation du commerce, et à la certification de la qualité.

L'adaptation aux efforts mondiaux de décarbonisation est également nécessaire

Compte tenu de la spécialisation actuelle de l'Algérie dans l'exportation de produits à forte intensité carbone, tenir compte des efforts mondiaux de décarbonation assurera la durabilité de la croissance durable des exportations. Ces efforts affecteront la demande de produits à forte empreinte carbone, notamment dans le cadre du mécanisme européen d'ajustement carbone aux frontières (CBAM) qui taxera la quantité de carbone générée directement et indirectement par la production de ciment, de fer et d'acier, d'engrais, d'aluminium, d'électricité et d'hydrogène.[22] Compte tenu de la spécialisation actuelle des exportations de l'Algérie, les exportations vers l'UE étant de plus en plus concentrées sur les produits touchés par la réglementation CBAM (soit 80% en 2023), la diminution de l'empreinte carbone des produits exportés, la diversification des exportations vers des industries moins polluantes, et l'adoption d'une taxe explicite sur carbone, seront nécessaires à une croissance soutenue des exportations hors hydrocarbures.

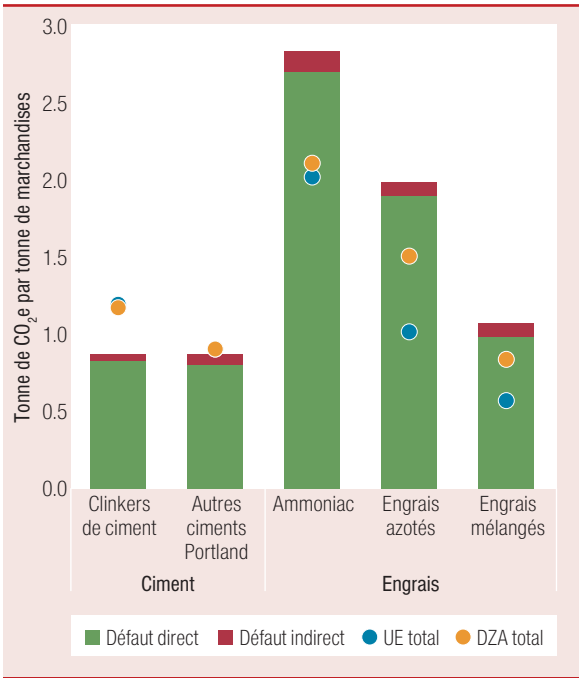
[22] Les émissions directes sont celles provenant des processus de production des biens, y compris provenant de la production de chauffage et de refroidissement consommée au cours des processus de production, quel que soit le lieu de production du chauffage et du refroidissement. Les émissions indirectes signifient les émissions attribuables à la production d'électricité qui est consommée au cours des processus de production de biens, quel que soit le lieu de production de l'électricité consommée.

FIGURE 25 • Les produits visés par le CBAM représentent une part croissante des exportations algériennes…



Source: Estimations de la Banque mondiale .

FIGURE 26 • …et les engrais algériens ont une teneur en carbone plus élevée que ceux de l'UE.



Source: Estimations de la Banque mondiale .

En l'absence d'adaptation, le CBAM et d›autres mécanismes d›ajustement carbone aux frontières pourraient entraîner des pertes de parts de marché et le paiement par les exportateurs algériens de droits importants aux autorités européennes (voir l'encadré 3).

ENCADRÉ 3 : IMPLICATIONS DU CBAM POUR L'ALGÉRIE

À partir de 2026, le CBAM imposera un prix sur les émissions de CO_2 incorporées dans certains biens importés dans l'UE, en complément du système d'échange de quotas d'émission. Actuellement, les quotas d'émission européens sont gratuits pour les producteurs européens, mais ceux pour les produits hautement polluants soit le ciment, le fer et l'acier, les engrais, l'aluminium, l'électricité et l'hydrogène, deviendront progressivement payants avec le déploiement du CBAM, afin de garantir une tarification du carbone égale pour les produits fabriqués dans l›UE et importés. Pendant la phase de transition (2024-2025), les importateurs doivent déclarer trimestriellement leurs émissions directes (issus de la production) et indirectes (issus de la production de l'énergie utilisée dans la production). À partir de janvier 2026, les importations de « produits CBAM » seront soumises à un prix du carbone équivalent à celui payé par les entreprises de l'UE.[a] Depuis 2022, le prix de ces quotas fluctue entre 60 et 100 euros par tonne d'émission de CO_2. Afin d'éviter une double tarification du carbone, toute fiscalité explicite du carbone payée dans le pays exportateur sera déduite de l'obligation fiscale du CBAM. Les émissions doivent être vérifiées par un vérificateur accrédité ; autrement, des valeurs par défaut sont appliquées.

Les produits CBAM représentent 80 % des exportations algériennes hors hydrocarbures (HH) vers l'UE et, si rien n'est fait, les exportateurs algériens devront payer des droits élevés. Ces dernières années, parallèlement à la croissance substantielle de ses exportations d'engrais, qui représentent la majeure partie de ses exportations hors hydrocarbures, l'Algérie a augmenté ses exportations de fer, d'acier et de ciment. Les produits CBAM représentent désormais 70 % du total des exportations HH de l'Algérie, ce qui souligne la vulnérabilité du pays au CBAM. En outre, les engrais algériens, les produits CBAM les plus échangés avec l'UE, ont des émissions intégrées plus élevées que ceux produits dans l'UE, ce qui signifie qu'ils seront soumis

(suite à la page suivante)

ENCADRÉ 3 : IMPLICATIONS DU CBAM POUR L'ALGÉRIE

à des taxes plus élevées que ceux produits dans l'UE. Le CBAM sera mis en œuvre progressivement, et en supposant des exportations constantes de biens CBAM, des intensités d'émissions stables et des valeurs par défaut stables de 2022 à 2034, les recettes collectées par l'UE sur les exportations algériennes par le biais du CBAM augmenteraient fortement après 2028, pour atteindre près de 700 millions de dollars en 2034, soit autour de 4,6% des recettes fiscales de l'Algérie.

Pour s'adapter au CBAM, l'Algérie pourrait adopter des technologies de production plus vertes et introduire une tarification explicite du carbone, soutenant du même coup ses propres efforts de décarbonation. La réorientation des exportations vers les pays non-membres de l'UE entraînerait des coûts, tandis que d'autres marchés importants pourraient adopter des mécanismes d'ajustement carbone. L'Algérie resterait cependant confrontée à des pertes de compétitivité-prix par rapport à d'autres producteurs moins polluants. Toutefois, si les produits CBAM sont fabriqués en Algérie avec des émissions intégrées plus faibles que ses compétiteurs, le coût du carbone sera moins élevé. L'accord récent entre Sonatrach et Tosyali Algérie pour produire de l'hydrogène à partir d'énergies renouvelables est un bon exemple de décarbonation des processus de production.[b] Enfin, l'introduction d'un instrument explicite de tarification du carbone (taxe carbone ou système de quotas) encouragerait l'adoption de technologies vertes, augmenterait les recettes fiscales algériennes, et réduirait le coût du CBAM puisque le prix du carbone payé en Algérie en serait déduit. Par exemple, l'Uruguay a introduit une taxe carbone en 2022, convertissant sa tarification implicite en tarification explicite, tandis que le Viêt Nam l'envisage pour remplacer les taxes sur les combustibles fossiles.

[a] Au cours de la période définitive, seules les émissions directes doivent être prises en compte pour le fer, l'acier, l'aluminium et l'hydrogène, tandis que les émissions directes et indirectes entrent dans le champ d'application pour les autres produits CBAM, à savoir le ciment, l'électricité et les engrais.
[b] APS, Juillet 2024

TABLEAU DES INDICATEURS

	2020	2021	2022	2023	2024f	2025f	2026f
Production et prix	(En pourcentage, sauf indication contraire)						
PIB réel	-5,0	3,8	3,6	4,1	3,1	3,8	3,3
Hors secteurs extractifs	-1,9	2,5	5,0	3,7	3,6	4,0	3,5
Secteurs extractifs	-20,9	19,8	-5,1	4,8	-0,8	2,2	1,5
PIB réel par habitant	-6,6	2,1	1,9	2,5	1,6	2,4	1,9
Indice des prix à la consommation (moyenne de la période)	2,4	7,2	9,3	9,3	4,0	4,9	4,4
PIB (en milliards de dollars)	164,9	186,3	225,6	239,9	261,6	276,7	291,4
PIB par habitant (USD)	3794,4	4216,3	5023,3	5260,2	5652,1	5896,3	6128,8
Production de pétrole brut (en milliers de barils par jour)	899,2	910,7	1020,0	973,1	909,3	946,3	959,0
Production de gaz naturel (milliards de m3)	87,7	102,8	99,2	105,2	102,0	105,2	107,2
Secteur extérieur	(En pourcentage de PIB, sauf indication contraire)						
Compte courant	-11,3	-2,4	8,6	2,3	-1,2	-3,1	-4,2
Balance commerciale	-10,9	-1,3	9,9	3,0	-0,4	-2,3	-3,4
Exportations de biens et de services	15,1	22,5	30,6	24,5	21,6	20,0	19,0
Exportations d'hydrocarbures	12,3	19,7	26,9	21,1	18,0	16,4	15,3
Exportations hors hydrocarbures	2,8	2,7	3,7	3,4	3,6	3,7	3,7
Importations de biens et de services	26,0	23,8	20,7	21,5	22,0	22,4	22,4
Réserves officielles brutes (mois d'importations)	13,5	12,3	15,7	16,0	14,2	11,9	9,4
Taux de change (dinar algérien pour USD ; moyenne de la période)	126,8	135,1	142,0	135,8			
Prix à l'exportation du mélange Sahara (USD/baril)	41,4	70,6	100,9	82,6			
Finances de l'administration centrale	(En pourcentage de PIB, sauf indication contraire)						
Recettes et subventions gouvernementales	27,0	26,2	29,7	32,9	29,9	28,4	27,4
Revenus des hydrocarbures [a]	9,2	10,4	17,7	19,7	14,4	13,1	12,3
Revenus hors hydrocarbures	17,8	15,9	12,1	13,2	15,6	15,4	15,0
Dépenses	37,5	32,5	32,7	38,1	39,7	38,3	36,0
Dépenses courantes	24,0	21,8	24,9	27,7	29,9	28,7	26,7
Dépenses de capital	9,1	7,7	6,1	8,3	8,5	8,2	7,8
Solde des comptes spéciaux et interventions	4,5	3,0	1,7	2,1	1,4	1,5	1,5
Solde budgétaire global [b]	-10,5	-6,3	-3,0	-5,2	-9,8	-9,9	-8,7
Solde budgétaire global primaire	-9,7	-5,8	-1,8	-3,9	-8,6	-8,6	-7,3
Solde budgétaire global hors hydrocarbures	-19,7	-16,7	-20,6	-24,9	-24,2	-23,0	-21,0
Dette totale de l'administration centrale	45,8	55,2	48,1	49,2	49,5	55,2	58,9
Dette intérieure	45,1	54,5	47,6	48,9	49,1	54,9	58,7
Dette extérieure	0,7	0,6	0,4	0,4	0,3	0,2	0,2

[a] Comprend les dividendes de Sonatrach et les revenus des hydrocarbures reversés au fonds d'épargne pétrolière.
[b] Comprend le solde du compte spécial et les interventions de trésorerie
Note : Prévision en date du 21 octobre 2024.

ANNEXE 1 : DERNIÈRES SECTIONS SPÉCIALES DES NOTES DE SUIVI DE L'ÉCONOMIE ALGÉRIENNE.

Printemps 2024 : « Suivi en temps réel de l'évolution économique en Algérie a l'aide de sources de données alternatives »

Les nouveaux développements de la recherche sur les mégadonnées permettent de suivre immédiatement les tendances économiques à des niveaux géographiques désagrégés. Les données satellitaires sont disponibles avec un court décalage et sont très désagrégées dans le temps et dans l'espace. En estimant la relation entre ces données alternatives et les comptes nationaux au cours des dernières années, ils peuvent aider à produire en temps opportun des estimations de production géographiquement désagrégées. Les données sur l'éclairage nocturne permettent d'estimer de manière fiable le PIB lié aux hydrocarbures et aux non-hydrocarbures. Les données satellitaires sur la météo et la végétation peuvent être utilisées pour estimer la production agricole. Les données sur les navires et leurs marchandises à l'arrivée et au départ des ports saisissent les importations et les exportations en temps voulu.

Automne 2023 : « Analyses des finances publiques de l'Algérie »

Les finances publiques de l'Algérie ont été très réactives aux prix du pétrole et du gaz au cours des deux dernières décennies, leur chute entraînant des augmentations du déficit budgétaire. Après avoir enregistré un excédent budgétaire important entre 2000 et 2008, celui-ci s'est transformé en léger déficit budgétaire après la chute des prix du pétrole pendant la récession de 2009, déficit qui s'est creusé après l'effondrement des prix du pétrole en 2014–2015. Les fonds accumulés dans le Fonds de régulation des recettes ont été presque épuisés en 2017, ce qui a coïncidé avec une forte augmentation de la dette publique dans le cadre du programme de financement monétaire de 2017–2019, représentant 32% du PIB de 2019, et du programme spécial de refinancement de 2021–2022. En 2022, les niveaux de la dette publique ont diminué pour la première fois en dix ans, alors que les prix du pétrole et du gaz ont augmenté et que le déficit budgétaire s'est considérablement réduit.

Automne 2022 : « Estimer l'activité économique à partir des données d'éclairage nocturne »

Les données sur l'éclairage nocturne sont un outil désormais couramment utilisé pour évaluer l'activité économique. Depuis 2012, les données satellitaires sont disponibles quotidiennement et sont accessibles au public sur le site du Groupe d'observation de la Terre. Pour l'Algérie, le lien empirique entre les données d'éclairage nocturne et l'activité économique est fort, autant pour la production pétrolière (géolocalisée par les sites de torchage de gaz), la production gazière, et l'activité hors-hydrocarbures. La forte corrélation entre l'éclairage nocturne et l'activité hors hydrocarbures permet de mobiliser ces données pour estimer le niveau récent de l'activité économique, et de produire des estimations spatialisées, en niveau et en dynamique de l'activité, utiles dans le cadre d'analyses de développement sectoriel ou local.

Automne 2022 : « Estimation des multiplicateurs de la dépense budgétaire en Algérie »

La hausse marquée de la dépense publique en 2022 pose la question de ses effets sur l'activité économique. La propension de la dépense publique à soutenir l'activité économique et à générer de l'activité économique additionnelle est capturée par le multiplicateur de la dépense publique. Une analyse conduite sur les données trimestrielles algériennes depuis 2000 trouve un faible effet multiplicateur de la dépense publique algérienne sur le PIB, notamment causé par l'effet d'une hausse sur la dégradation de la balance commerciale, résultant de son impact sur les importations. L'effet d'entrainement de la dépense sur la consommation privée est observé mais il est limité, tandis que l'analyse trouve un effet plus marqué de la dépense publique sur le secteur de la construction et les services non-marchands semblent.

Printemps 2022 : « L'Algérie profite-t-elle de la montée des prix du gaz? »

Les prix à l'exportation du prix du gaz naturel algérien suivent une dynamique distincte des prix de référence du gaz sur les marchés internationaux. Ainsi, si le prix de référence du gaz Henry Hub a gagné près de 50% entre le T2 et le T3-2021, le prix à l'exportation du gaz naturel algérien n'a augmenté que de 0,5% sur la même période. En effet, ces prix sont établis contractuellement, parfois sur le long-terme, et sur la base de négociations bilatérales avec les acheteurs. En outre, un exercice de modélisation économétrique permet d'établir que le prix à l'exportation du gaz naturel algérien est caractérisé par une forte inertie, ainsi qu'un arrimage retardé au prix du pétrole. Le modèle présenté permet d'expliquer 88% de la variation des prix du gaz naturel exporté.

Printemps 2022 : « L'impact des facteurs macroéconomiques sur l'inflation en Algérie »

L'inflation est orientée à la hausse en 2021 et 2022, dans le monde comme en Algérie, mais les causes sous-jacentes varient selon les pays. En Algérie, la hausse des prix qui a débuté en 2021 a été tirée par celle des produits alimentaires. En outre, une modélisation de l'indice des prix à la consommation depuis 2009 permet de déterminer que celui-ci est caractérisé par une forte inertie à court terme mais que la dépréciation du dinar, l'augmentation du prix des produits importés, la hausse de la dépense publique et la hausse de la monnaie en circulation expliquent plus de 40% de la variation de l'IPC après 2 ans. En outre, l'importance de ces facteurs varient selon les catégories de biens et services, reflétant notamment l'intensité de l'importation de ces produits et les caractéristiques du marché algérien tant au niveau de la production que de la distribution.

Automne 2021 : « Évolution de la pauvreté non monétaire et des inégalités en Algérie »

L'indicateur de la pauvreté multidimensionnelle s'est amélioré en Algérie entre 2013 et 2019, traduisant des progrès dans toutes ses dimensions : éducation, santé et conditions de vie. Bien que l'Algérie affiche des résultats honorables dans la région MENA, et malgré des améliorations notables, la pauvreté multidimensionnelle varie considérablement selon les régions et entre les zones

rurales et urbaines. Les régions du Nord-Centre et du Nord-Est sont confrontées à des niveaux de privation inférieurs à ceux du reste du pays, tandis que la région des Hauts Plateaux Centre est confrontée à un niveau de privation plus élevé. Les régions les plus vulnérables ont connu une amélioration plus rapide entre 2013 et 2019, montrant une convergence avec les régions plus riches. La santé et l'éducation sont devenues des dimensions plus importantes de la privation, soulignant les priorités politiques pour le développement humain de l'Algérie.

Automne 2021 : « Résilience de l'Algérie face aux risques climatiques et de catastrophe naturelle »

Le territoire algérien est exposé à un éventail de risques climatiques et géologiques, notamment dans les zones urbaines, qui affichent une croissance démographique rapide et concentrent une part importante de l'activité économique. Les inondations sont les catastrophes les plus fréquentes en Algérie, mais les pertes économiques les plus importantes ont été causées par les tremblements de terre. L'Algérie dispose d'un cadre juridique moderne de gestion des risques de catastrophe (GRC), un cadre clair de prise de décision en matière d'intervention d'urgence, et reconnaît l'importance de protéger les infrastructures stratégiques et les secteurs essentiels. De sérieux efforts de réduction des risques ont été menés, surtout dans la gestion des interventions d'urgence et la reconstruction, au détriment de la prévention. De plus, le partage de l'information n'est pas systématique, entraînant des incohérences, notamment dans la prévention des catastrophes, et l'application de la législation GRC peut être améliorée. Des efforts importants devraient encore fournis pour la réduction et la gestion globale et intersectorielle des risques climatiques et de catastrophe.

Printemps 2021 : « Effets de la COVID-19 sur les inégalités dans la région MENA et en Algérie »

Les résultats d'enquêtes menées dans la région Afrique du Nord et Moyen-Orient (MENA) confirment que les individus les plus pauvres déclarent dans une plus grande proportion une détérioration de leurs conditions de vie depuis le début de la crise du COVID-19. Malgré l'absence de données récentes sur le bien-être des ménages en Algérie, les caractéristiques des individus vulnérables suggèrent que les inégalités y ont également augmenté. Ceux-ci sont plus à risque de contracter le COVID-19 ou de perdre leur emploi durant la pandémie, disposent dans de moindres proportions d'une protection sociale adéquate, et risquent d'être affectés disproportionnellement par les ajustements macroéconomiques et fiscaux en cours. Une reprise durable et inclusive nécessitera donc d'offrir aux plus vulnérables l'opportunité de récupérer ce qu'ils ont perdu.

Printemps 2021 : « Vers une réforme équitable du système de santé algérien »

Les conséquences de la pandémie COVID-19 ont montré la nécessité d'une réforme équitable du système de santé algérien. Bien qu'officiellement le nombre de cas et de décès reste bas, la pandémie a mis en exergue les limites du système de santé. Un double fardeau de maladies transmissibles et non-transmissibles, ainsi que des moyens limités, suggèrent en effet un besoin de le renforcer. Bien que celui-ci bénéficie d'un soutien financier public important et nécessite relativement peu de dépenses individuelles, et bien que l'espérance de vie et la maîtrise des maladies non-transmissibles soient comparables aux pays pairs, les résultats en matière de santé restent en deçà de ceux des pays à revenu moyen-élevé, particulièrement en matière d'équité des conditions de santé de la mère et de l'enfant. Un besoin de moyens physiques et humains, et d'une meilleure répartition de la couverture santé, représentent des défis majeurs. Enfin, la baisse du financement public et de la capacité du système de santé présente des risques pour la résilience du système de santé.

Automne 2021 : « Résilience de l'Algérie face aux risques climatiques et de catastrophe naturelle »

Le territoire algérien est exposé à un éventail de risques climatiques et géologiques, notamment dans les zones urbaines, qui affichent une croissance

démographique rapide et concentrent une part importante de l'activité économique. Les inondations sont les catastrophes les plus fréquentes en Algérie, mais les pertes économiques les plus importantes ont été causées par les tremblements de terre. L'Algérie dispose d'un cadre juridique moderne de gestion des risques de catastrophe (GRC), un cadre clair de prise de décision en matière d'intervention d'urgence, et reconnaît l'importance de protéger les infrastructures stratégiques et les secteurs essentiels. De sérieux efforts de réduction des risques ont été menés, surtout dans la gestion des interventions d'urgence et la reconstruction, au détriment de la prévention. De plus, le partage de l'information n'est pas systématique, entraînant des incohérences, notamment dans la prévention des catastrophes, et l'application de la législation GRC peut être améliorée. Des efforts importants devraient encore fournis pour la réduction et la gestion globale et intersectorielle des risques climatiques et de catastrophe.

Printemps 2021 : « Effets de la COVID-19 sur les inégalités dans la région MENA et en Algérie »

Les résultats d'enquêtes menées dans la région Afrique du Nord et Moyen-Orient (MENA) confirment que les individus les plus pauvres déclarent dans une plus grande proportion une détérioration de leurs conditions de vie depuis le début de la crise du COVID-19. Malgré l'absence de données récentes sur le bien-être des ménages en Algérie, les caractéristiques des individus vulnérables suggèrent que les inégalités y ont également augmenté. Ceux-ci sont plus à risque de contracter le COVID-19 ou de perdre leur emploi durant la pandémie, disposent dans de moindres proportions d'une protection sociale adéquate, et risquent d'être affectés optionnellement par les ajustements macroéconomiques et fiscaux en cours. Une reprise durable et inclusive nécessitera donc d'offrir aux plus vulnérables l'opportunité de récupérer ce qu'ils ont perdu.

Printemps 2021 : « Vers une réforme équitable du système de santé algérien »

Les conséquences de la pandémie COVID-19 ont montré la nécessité d'une réforme équitable du système de santé algérien. Bien qu'officiellement le nombre de cas et de décès reste bas, la pandémie a mis en exergue les limites du système de santé. Un double fardeau de maladies transmissibles et non-transmissibles, ainsi que des moyens limités, suggèrent en effet un besoin de le renforcer. Bien que celui-ci bénéficie d'un soutien financier public important et nécessite relativement peu de dépenses individuelles, et bien que l'espérance de vie et la maîtrise des maladies non-transmissibles soient comparables aux pays pairs, les résultats en matière de santé restent en deçà de ceux des pays à revenu moyen-élevé, particulièrement en matière d'équité des conditions de santé de la mère et de l'enfant. Un besoin de moyens physiques et humains, et d'une meilleure répartition de la couverture santé, représentent des défis majeurs. Enfin, la baisse du financement public et de la capacité du système de santé présente des risques pour la résilience du système de santé.

BIBLIOGRAPHIE

Algérie Presse Service

- “Impôts: une plateforme numérique pour le paiement des droits de timbres fiscaux. ” (8 août 2024) https://www.aps.dz/economie/174439-impots-une-plateforme-numerique-pour-le-paiement-des-droits-de-timbres-fiscaux
- “Algérie-Italie : signature d’un accord-cadre pour la réalisation d’un projet de production de céréales et de légumineuses à Timimoun.” (6 juillet 2024) https://www.aps.dz/economie/172963-algerie-italie-signature-d-un-accord-cadre-pour-la-realisation-d-un-projet-de-production-de-cereales-et-de-legumineuses-a-timimoun
- “Sonatrach : signature d’un protocole d’entente avec «Tosyali Algérie» dans le domaine de l’hydrogène vert. ” (24 juillet 2024)
- https://www.aps.dz/economie/173718-sonatrach-signature-d-un-protocole-d-entente-avec-tosyali-algerie-dans-ledomaine-de-l-hydrogene-vert
- “Vers la création d’une banque algérienne en Chine.” (30 mai 2024) https://www.aps.dz/economie/171528-vers-la-creation-d-une-banque-algerienne-en-chine
- “Introduction du CPA en Bourse : 28,7 milliards de DA récupérés du circuit parallèle.” (16 mai 2024) https://www.aps.dz/economie/170869-introduction-du-cpa-en-bourse-28-7-milliards-de-da-recuperes-du-circuit-parallele
- “La revalorisation des pensions et allocations de retraite, une reconnaissance par l’Etat des efforts de ses enfants parmi les travailleurs.” (7 mai 2024) https://www.aps.dz/economie/170505-la-revalorisation-des-pensions-et-allocations-de-retraite-une-reconnaissance-par-l-etat-des-efforts-de-ses-enfants-parmi-les-travailleurs
- “Accord-cadre avec la société qatarie Baladna pour un projet de production de lait en poudre” (24 avril 2024) https://www.aps.dz/economie/169932-accord-cadre-avec-la-societe-qatarie-baladna-pour-un-projet-de-production-de-lait-en-poudre
- “GIE Monétique : lancement de l’interopérabilité des paiements mobiles au cours de l’année 2024.” (10 avril 2024) https://www.aps.dz/sante-science-technologie/169414-gie-monetique-lancement-de-l-interoperabilite-des-paiements-mobiles-au-cours-de-l-annee-2024
- “Foncier économique : l’AAPI lance un service en ligne pour le dépôt et la gestion des demandes.” (8 février 2024) https://www.aps.dz/economie/166444-foncier-economique-l-aapi-lance-un-service-en-ligne-pour-le-depot-et-la-gestion-des-demandes
- “Président de la République : création prochaine du Haut-Commissariat à la numérisation.” (6 août 2023) https://www.aps.dz/sante-science-technologie/159073-president-de-la-republique-creation-prochaine-du-haut-commissariat-a-la-numerisation

Agence Internationale de l'Énergie

- Rapport sur le marché du gaz, T2–2024. https://www.iea.org/reports/gas-market-report-q2-2024

Banque d'Algérie

- Rapport Annuel de 2023 sur l'Évolution Économique et Monétaire. https://www.bank-of-algeria.dz/stoodroa/2024/08/Rapport-annuel-2023-Fr.pdf

Banque mondiale

- Balasubramanian, C., Baquie, S., and Fuchs, A. (2024). Climate Risk and Poverty in MENA. Washington, D.C.: World Bank Group.
- Petermann, P., Aqariden, G. (2024). Learning from past shocks to scale up disaster and climate resilience in Algeria. World Bank Arab Voices. https://blogs.worldbank.org/en/arabvoices/learning-from-past-shocks-to-scale-up-disaster-and-climate-resilience-in-algeria
- Algérie Rapport de Suivi de la Situation Économique. "Investir Dans les Données Pour Une Croissance Diversifiée" Printemps 2024 http://documents.worldbank.org/curated/en/099735405212413240/IDU1c761401c1264614b1f18d621769ef4d7d61b
- World Bank (2023). Diagnostic sur la Gestion des Risques Climatiques et de Catastrophe en Algérie (French). Washington, D.C.: World Bank Group. http://documents.worldbank.org/curated/en/099121023122035477/P16287912eaf5a01d1a1941a72376b420e5
- Note sur la forêt algérienne : Gestion durable des forêts pour lutter contre les feux de forêt. (2023). https://documents1.worldbank.org/curated/en/099110823163530127/pdf/P1776690df4652080094ed07663fc864a5a.pdf?_gl=1*19m5goi*_gcl_au*MTQyODQ3ODEzNy4xNzIxMzMyMDU2
- Algérie Rapport de Suivi de la Situation Économique. "Poursuivre l'effort de diversification". Automne 2023 http://documents.worldbank.org/curated/en/099520510252314260/IDU0008f010d06b2704f6e089d408448b4c37541
- Algérie Rapport de Suivi de la Situation Économique. "Les vents demeurent favorables". Printemps 2023 http://documents.worldbank.org/curated/en/099615006202343365/IDU03415e79306e2004c710a5f9015828e4b5068
- Délégation Nationale aux Risques Majeurs (DNRM), 2022. Risque majeurs et rappels des enjeux de l'assistance technique Coopération - Algérie / Banque mondiale- dans le domaine de la gestion des risques de catastrophe et au changement climatique, atelier à mi-parcours, Alger 30 novembre au 1er décembre 2022. https://thedocs.worldbank.org/en/doc/46c1a22ceb9832bd3e3657c7defe029f-0280012021/original/Abdelhamid-Afra-Overview-of-the-draft-national-strategy-for-the-prevention-and-management-of-major-risks-in-Algeria.pdf
- Algérie Rapport de Suivi de la Situation Économique. "Maintenir le cap de la transition". Automne 2022 http://documents.worldbank.org/curated/en/099521001042311492/IDU04c80cab60e1b5043f90af9105c50f444df02
- Algérie Rapport de Suivi de la Situation Économique. "Renforcer la résilience en période de prospérité". Printemps 2022 http://documents.worldbank.org/curated/en/099710007292239060/IDU06226f36c0ead504a030b30508f897d746621
- Algérie Rapport de Suivi de la Situation Économique. "Redresser l'économie algérienne après la pandémie". Automne 2021 https://documents1.worldbank.org/curated/en/667961640162288726/pdf/Algeria-Economic-Monitor-Restoring-the-Algerian-Economy-after-the-Pandemic.pdf
- Algérie Bulletin de Conjoncture. "Accélérer le rythme des réformes pour protéger l'économie algérien". Printemps 2021 http://documents.worldbank.org/curated/en/275471626885829889/Algeria-Economic-Monitor-Accelerating-Reforms-to-Protect-the-Algerian-Economy

- Algérie Note de Conjoncture. “Traverser la pandémie de COVID-19, engager les réformes structurelles.” Automne 2020 http://documents.worldbank.org/curated/en/574291609993434355/Algeria-Economic-Monitor
- Cyril Desponts et Eric Le Borgne, “Que nous dit l’imagerie satellite sur l’économie algérienne ?” Blogue « Voix Arabes ». (20 novembre 2023) https://blogs.worldbank.org/fr/arabvoices/what-does-satellite-imagery-tell-us-about-algerias-economy
- Balasubramanian, C., Baquie, S., and Fuchs, A. (2024). Climate Risk and Poverty in MENA.
- Diagnostic sur la Gestion des Risques Climatiques et de Catastrophe en Algérie. (2023) http://documents.worldbank.org/curated/en/099121023122035477/P16287912eaf5a01d1a1941a72376b420e5
- Global Gas Flaring Tracker Report. June 2024. Washington, D.C.: World Bank Group. https://www.worldbank.org/en/programs/gasflaringreduction/publication/2024-global-gas-flaring-tracker-report

Commission européenne

- Cartes de prévisions de précipitations (septembre 2024). https://agricultural-production-hotspots.ec.europa.eu/seasonal_forecast.php?sfreg=africa
- Données ASAP (Anomaly Hotspots of Agricultural Production). (août 2023) https://mars.jrc.ec.europa.eu/asap/country.php?cntry=4
- Rapport trimestriel sur les marchés européens du gaz, avec un aperçu annuel pour 2023. https://energy.ec.europa.eu/document/download/d9d5ce40-db48-405c-ad6f-7b4b1687e013_en

Direction Générale des Forêts (DGF), 2021

- Bilan des incendies de forêt de la campagne 2021.

Office national des statistiques

- L’indice des prix à la consommation, juin 2024. https://www.ons.dz/IMG/pdf/I.IPC_Juin2024.pdf
- Indice de la production industrielle au 1er trimestre 2024. https://www.ons.dz/IMG/pdf/I.IPI1T2024.pdf
- Les prix à la production industrielle au 1er trimestre 2024. https://www.ons.dz/IMG/pdf/IPPI1T2024.pdf
- Indices de valeur unitaire du commerce extérieur de marchandises. https://www.ons.dz/IMG/pdf/IVU1T2024.pdf
- Comptes nationaux trimestriels 1er trimestre 2024. https://www.ons.dz/IMG/pdf/CNT1T2024.pdf
- Comptes nationaux trimestriels 4st trimestre 2023. https://www.ons.dz/IMG/pdf/CNT4T2023.pdf
- Comptes nationaux économiques 2001-2022 base 2001. https://www.ons.dz/IMG/pdf/Comptes_economiques2001_2022.pdf

Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole (OPEP)

- Rapports mensuels sur le marché pétrolier Monthly Oil Market Reports https://www.opec.org/opec_web/en/publications/338.htm

Secrétariat Général du Gouvernement

- Loi de finances 2024. Du 31 décembre 2023. https://www.joradp.dz/FTP/JO-FRANCAIS/2023/F2023086.pdf
- Décret exécutif fixant la consistance du foncier économique. Du 28 décembre 2023. https://www.joradp.dz/FTP/jo-francais/2023/F2023085.pdf
- Loi de l’investissement. Du 24 juin 2022. https://www.joradp.dz/FTP/jo-francais/2022/F2022050.pdf

- Loi relative aux forêts et aux richesses forestières. Du 23 décembre 2023 https://avocatalgerien.com/wp-content/uploads/2024/01/F2023083.pdf

Autre

- Magacho, G., Espagne, E., and Godin, A. (2024). "Impacts of the CBAM on EU trade partners: consequences for developing countries." Climate Policy, 24(2), 243-259. https://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/14693062.2023.2200758
- Algerie Eco, "Le train entre l'Algérie et la Tunisie sera lancé cet été." (23 juin 2024) https://www.algerie-eco.com/2024/06/23/le-train-entre-lalgerie-et-la-tunisie-sera-lance-cet-ete/
- S&P Global, "Algeria's 2020 hydrocarbons production to shrink 8% year-on-year: energy minister." (20 décembre 2020) https://www.spglobal.com/commodityinsights/en/market-insights/latest-news/natural-gas/122020-algerias-2020-hydrocarbons-production-to-shrink-8-year-on-year-energy-minister
- U.S. Energy Information Administration, "Less natural gas consumption in Europe is keeping storage full." (23 juillet 2024) https://www.eia.gov/todayinenergy/detail.php?id=62564
- AgriAlgérie (13 mai 2024) "Tomates cerises : l'Algérie ambitionne le marché européen. " https://www.agrialgerie.com/tomates-cerises-algerie-marche-europeen/
- Algérie – Livre blanc sur l'impact des changements climatiques en Algérie, 2021.

LA BANQUE MONDIALE
1818 H Street, NW
Washington, DC 20433